

PRICEWATERHOUSECOOPERS 



Le capital
investissement

2005

RAPPORT

SUR L'ACTIVITÉ DU

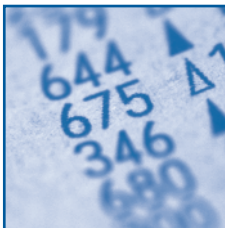
CAPITAL INVESTISSEMENT

EN FRANCE

Association Française des

**INVESTISSEURS
EN CAPITAL**

SOMMAIRE



RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ DU CAPITAL INVESTISSEMENT EN FRANCE - ANNÉE 2005

AVANT PROPOS	2
1. Présentation de l'étude	2
SYNTHÈSE DE L'ÉTUDE	3
1. Investissements	3
2. Désinvestissements	4
3. Capitaux levés	4
4. Evolution de l'environnement juridique et fiscal du Capital Investissement en 2005	5
LES INVESTISSEMENTS	6
1. Evolution historique des investissements	6
2. Concentration des investissements	7
3. Evolution des investissements entre 2003 et 2005 selon la taille des opérations	7
4. Répartition entre investissements nouveaux et investissements ultérieurs	8
5. Répartition des investissements par type d'investisseur	9
6. Répartition des investissements par stade de développement	10
7. Répartition des investissements par syndication	11
8. Répartition des investissements par secteur d'activité de l'entreprise cible	12
9. Répartition géographique des investissements	13
10. Répartition des investissements en fonction du nombre d'employés de l'entreprise cible	14
11. Répartition des investissements en fonction du chiffre d'affaires de l'entreprise cible	15
12. Répartition des investissements par type de financement	16
LES DÉINVESTISSEMENTS	17
1. Evolution historique des désinvestissements	17
2. Répartition des désinvestissements par type	18
LES CAPITAUX LEVÉS	19
1. Capitaux levés par type d'intervenant	19
2. Capitaux levés par origine géographique	20
3. Intentions d'allocation des capitaux disponibles	21
ANNEXES	22
Annexe 1 - Cadre général de l'étude	22
Annexe 2 - Découpage régional de l'étude	23
Annexe 3 - La définition des stades de développement	24
Annexe 4 - Les secteurs d'activité de l'étude	24
Annexe 5 - Les types d'investisseurs	25
Annexe 6 - Les données chiffrées	26
1. Répartition des investissements entre investissements nouveaux et investissements ultérieurs	26
2. Répartition des investissements par type de financement	26
3. Répartition des investissements par type d'investisseur	27
4. Répartition des investissements par stade de développement	28
5. Répartition des investissements par syndication	29
6. Répartition des investissements par secteur d'activité de l'entreprise cible	30
7. Répartition géographique des investissements	31
8. Répartition des investissements en fonction du chiffre d'affaires et du nombre d'employés de l'entreprise cible	33
9. Répartition des désinvestissements par type	34
10. Capitaux levés par type d'intervenant	35
11. Capitaux levés par origine géographique	35
12. Intentions d'allocation des capitaux disponibles	36
Annexe 7 - Les membres de l'AFIC	37
1. Membres actifs 2005	37
2. Membres associés 2005	38
Annexe 8 - Présentation de l'AFIC et de PricewaterhouseCoopers	40



AVANT-PROPOS



L'AFIC, **Association Française des Investisseurs en Capital**, a été créée en juillet 1984. Organisme indépendant, régi par la Loi de 1901, elle contribue à la professionnalisation et au développement du Capital Investissement. Elle agit au nom de l'ensemble des professionnels quels que soient les structures utilisées, les segments de marchés couverts et les stratégies d'investissement mises en œuvre. A ce titre, l'AFIC réalise depuis 19 ans une analyse de l'activité des acteurs du Capital Investissement en France.

La présente enquête sur les statistiques d'activité de l'année 2005 a été conduite par **PricewaterhouseCoopers** et l'AFIC dans le cadre d'un partenariat mis en place depuis 1997. PricewaterhouseCoopers est également en charge de l'enquête sur l'activité du Capital Investissement en Europe pour certaines associations nationales regroupant les investisseurs en capital d'autres pays européens.

Les chiffres contenus dans ce rapport annuel sont issus des questionnaires d'enquête renseignés "Deal by Deal", directement par les membres de l'AFIC sur le site Internet www.pwcafic.com, développé par PricewaterhouseCoopers. La mise en place de cette solution innovante a permis d'obtenir des informations détaillées sur les transactions et d'assurer la qualité et la pertinence des analyses présentées.

L'enquête a porté sur l'activité des membres de l'AFIC en France et à l'étranger, conformément à l'approche européenne définie conjointement avec l'EVCA (European Venture Capital Association), et dans le souci de permettre des comparaisons avec les autres pays membres de l'Union Européenne.

Pour information, afin de mieux apprécier dans sa globalité le marché du Capital Investissement en France, le rapport intègre aussi l'activité des fonds pan-européens dans l'Hexagone. Ces données ont été collectées auprès de l'EVCA.

PricewaterhouseCoopers a recueilli et traité les données transmises par les sociétés de Capital Investissement répondantes de manière strictement confidentielle.

Aucune vérification spécifique n'a été effectuée en matière d'exhaustivité ou d'exactitude des informations et données communiquées par les membres. Dans ces conditions, l'AFIC et PricewaterhouseCoopers ne pourront être tenus responsables de l'usage qui pourrait être fait par un tiers des données du rapport ci-après.

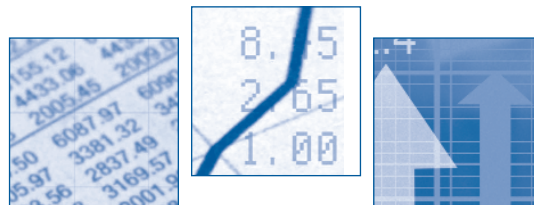
L'AFIC et PricewaterhouseCoopers remercient vivement l'ensemble des membres pour le temps consacré et les efforts constructifs fournis pour la réalisation de cette enquête détaillée et en ligne.

PRÉSENTATION DE L'ÉTUDE

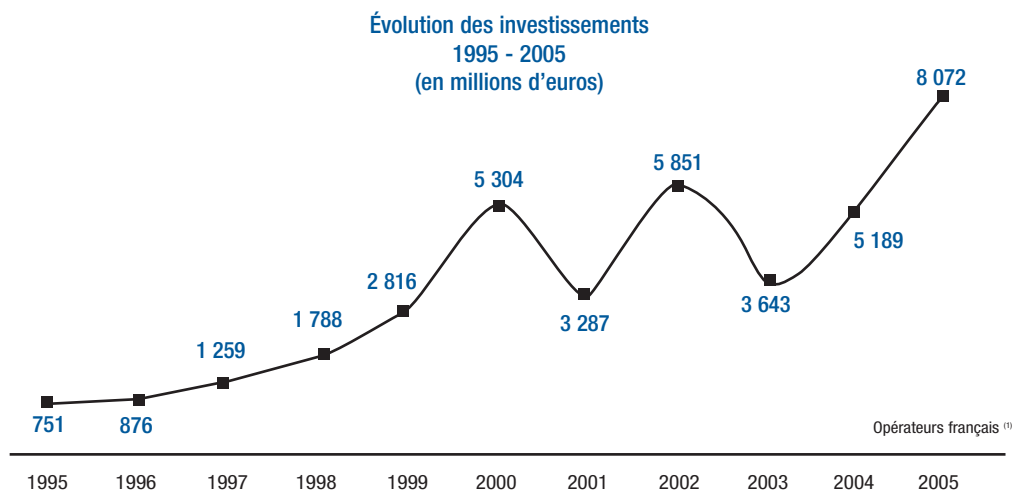
Contacts PricewaterhouseCoopers :
David Willems
Arnaud Burillon

Contacts AFIC :
Dominique Nicolas
Grégory Sabah

SYNTHÈSE DE L'ÉTUDE



1. INVESTISSEMENTS



(1) : " Opérateurs français " représente l'activité des sociétés d'investissement françaises en France et à l'étranger

Source : PwC/AFIC

Depuis 1995, le Capital Investissement français a connu une forte progression, avec une croissance moyenne annuelle de 27 % sur les dix dernières années.

En 2005, l'activité des investisseurs en capital français a enregistré une hausse sensible de 56 % par rapport à 2004 : 8,1 milliards d'euros ont été investis contre 5,2 milliards en 2004. Cette reprise d'activité s'explique essentiellement par la progression des opérations de transmission / LBO de 2,6 milliards d'euros.

Les investissements se sont répartis sur un nombre d'opérations en hausse sensible, soit 2 072 opérations en 2005 contre 1 812 en 2004. En 2005, 1 253 entreprises ont fait appel au Capital Investissement, contre 1 273 en 2004.

La part des opérations du Capital Transmission / LBO a continué d'augmenter pour s'établir à 78 % des investissements de l'année 2005, soit 6,3 milliards d'euros (contre 3,7 milliards d'euros en 2004).

Le Capital Développement progresse de 37 % en valeur entre 2004 et 2005. Les montants investis s'élèvent à 954 millions d'euros en 2005 contre 695 millions en 2004. Ce segment de marché est le plus important en nombre avec 425 entreprises financées et 730 investissements réalisés.

Les investissements destinés à l'amorçage et à la création augmentent pour atteindre 481 millions d'euros en 2005 contre 396 millions d'euros en 2004.

Les PME-PMI françaises de moins de 500 salariés ont représenté l'essentiel des opérations réalisées (88 %) et 47 % des apports en capitaux en 2005, illustrant ainsi le soutien continu qu'apporte le Capital Investissement aux entreprises françaises.

L'Informatique et l'Industrie restent les secteurs qui ont suscité le plus grand nombre d'investissements, soit respectivement 24 % et 18 % du total des investissements de l'année. En valeur, la répartition par secteur évolue en fonction de la taille des opérations : ainsi l'Industrie, les Biens de consommation, les Services & Transports constituent le trio gagnant, avec respectivement 24 %, 19 % et 16 % de la valeur totale des investissements de l'année.

2. DÉSINVESTISSEMENTS

Le montant des désinvestissements réalisés en 2005 (au coût historique) s'est élevé à 4,3 milliards d'euros, soit une progression de 35 % par rapport à l'année précédente et une croissance continue depuis 2000 (point bas à 1,1 milliard d'euros).

L'augmentation des désinvestissements en 2005 provient principalement d'un nombre accru de cessions à un autre fonds, représentant 1,2 milliard d'euros (29 % du montant total), contre 402 millions d'euros et 13 % du total en 2004. Dans une moindre mesure, les remboursements du principal du prêt (743 millions d'euros en 2005 contre 274 millions en 2004) et les cessions au management (502 millions d'euros en 2005 contre 267 millions en 2004) ont également contribué à cette augmentation.

Les introductions en bourse et les cessions de titres cotés après introduction ont augmenté de 118 en 2004 à 159 en 2005.

Les réductions de capital ont progressé en valeur (268 millions d'euros en 2005 contre 49 millions d'euros en 2004), pour un nombre d'opérations guère supérieur (32 contre 28).

Le montant des participations passées en pertes a baissé entre 2004 et 2005 de 54 millions d'euros à 47 millions d'euros, confirmant la tendance à l'apurement des portefeuilles.

3. CAPITAUX LEVÉS

L'année 2005 établit un record des levées de fonds, à 12 milliards, contre 2,2 milliards en 2004, inversant une tendance baissière constatée depuis 2001.

Les banques, les fonds de pension et caisses de retraite ainsi que les compagnies d'assurances sont les plus importants pourvoyeurs de fonds en 2005 avec respectivement 24, 22 et 18 % des fonds alloués.

Les banques sont les principaux apporteurs de capitaux avec une forte croissance observée sur 2005 (24 % de l'ensemble des capitaux levés sur 2005, soit 2,9 milliards d'euros comparé à 33 % et 729 millions d'euros sur 2004). La contribution relative des caisses de retraite et fonds de pension a augmenté de 10 % en 2004 à 22 % en 2005, elles deviennent le deuxième pourvoyeur de capitaux avec 2,7 milliards d'euros. Les compagnies d'assurances renforcent également leur présence en tant que source de financement du Capital Investissement en France (de 11 % en 2004 à 18 % en 2005) et occupent la troisième place avec une contribution de 2,2 milliards d'euros.

Après une année 2004 où les capitaux ont été majoritairement levés en France, 2005 marque un retour des investisseurs étrangers, notamment des fonds de pension. Les levées réalisées à l'étranger atteignent en 2005 plus de 50 % du total des fonds levés amenant la part levée sur le territoire à 50 % (contre 78 % en 2004 et 69 % en 2003).

En intégrant les plus-values et revenus de portefeuille disponibles pour réinvestissement, l'ensemble des fonds levés en 2005 s'établit à 12,2 milliards d'euros, montant le plus élevé jamais connu en France (le précédent record date de 2000 avec 6,1 milliards d'euros).

Enfin, les investisseurs interrogés sur leurs intentions d'allocation se dirigent davantage vers les opérations de transmission / LBO qui représentent 66 % des intentions d'investissements contre 45 % en 2004. Ils envisagent néanmoins de consacrer 1,2 milliard d'euros à la création d'entreprise (contre 365 millions sur les levées de 2004) et 1,8 milliard d'euros à leur développement (contre 771 millions en 2004).

4. ÉVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT JURIDIQUE ET FISCAL DU CAPITAL INVESTISSEMENT EN 2005

La loi de finances pour 2005 a modifié les règles d'investissement des FCPR, FCPI, FIP et SCR, notamment du fait de la réforme des marchés boursiers marquée par le lancement d'Alternext le 17 mai 2005. A cet effet, elle prévoit que sont éligibles au quota d'investissement des FCPR et des FCPI, dans la limite de 20 % de leur actif et au quota des SCR, dans la limite de 20 % de leur situation nette comptable, les titres de sociétés cotées de moins de 150 millions d'euros de capitalisation boursière. La loi a également élargi le champ des sociétés éligibles au quota d'investissement des FCPI : elles peuvent désormais compter jusqu'à 2 000 salariés (contre 500 auparavant) et peuvent être constituées sous forme de holding. Il en est de même pour les FIP, lesquels se voient reconnaître la possibilité d'investir, sous certaines conditions, dans des sociétés établies dans un état partie à l'accord sur l'espace économique européen.

La montée en puissance des assureurs dans le Capital Investissement s'est exprimée tout d'abord dans l'engagement pris par la FFSA et le GEMA envers le Ministre de l'Economie et des Finances, d'investir significativement dans des titres non cotés d'ici la fin 2007. En contrepartie de cet engagement, les contraintes pesant sur les compagnies d'assurances ont été allégées. Ensuite, la loi de finances pour 2005 a créé, en substitution aux contrats « DSK », un nouveau contrat d'assurances, dit « NSK », plus faiblement investi en actions (30 % au lieu de 50 %), mais davantage orienté en titres non cotés (10 % au lieu de 5 %). Enfin, la loi pour la confiance et la modernisation de l'économie, dite loi « Breton », a prévu que la transformation des contrats d'assurance-vie en euros en contrats multi supports ne supporte plus les conséquences fiscales d'un dénouement, incitant ainsi les souscripteurs à transformer leurs contrats en cours en contrats « NSK ».

La loi de finances rectificative pour 2004 a réformé le régime d'imposition des plus-values à long terme sur titres de participation. Celles-ci seront progressivement exonérées d'impôt sur les plus-values à compter de 2007. Il en est de même pour les plus-values à long terme distribuées par un FCPR ou une SCR, ainsi que celles réalisées lors de la cession de parts de FCPR ou d'actions de SCR : depuis la loi dite « Breton », ces plus-values seront imposées au taux de 8 % pour celles réalisées en 2006 et au taux de 0 % pour celles réalisées à compter de 2007.

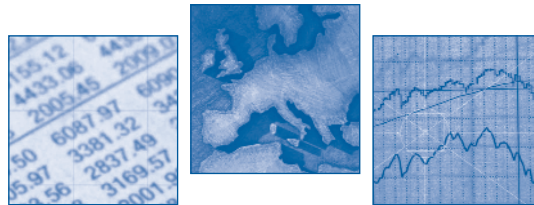
Pour faire suite à l'adoption de l'ordonnance du 24 juin 2004, qui a modifié le régime juridique des valeurs mobilières (en autorisant notamment la création d'actions de préférence), le décret d'application a été publié en février 2005.

La loi du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, contient deux volets principaux : le premier vise à doper la création, le développement et la transmission des PME et le second réforme la loi Galland. En outre, elle assouplit les règles d'investissement relatives aux FIP. En effet, sous certaines conditions, sont désormais éligibles au quota de 60 %, dans la limite de 20 % de l'actif du fonds, les titres de sociétés cotées ayant une capitalisation boursière de moins de 150 millions d'euros.

L'année 2005 aura également été marquée par un ensemble de mesures en faveur de l'innovation et de son financement avec notamment :

- la création de l'Agence pour l'Innovation Industrielle,
- la mise en place de pôles de compétitivité,
- la mesure de réduction d'IS pour les entreprises investissant dans des entreprises innovantes ou dans des FCPI.

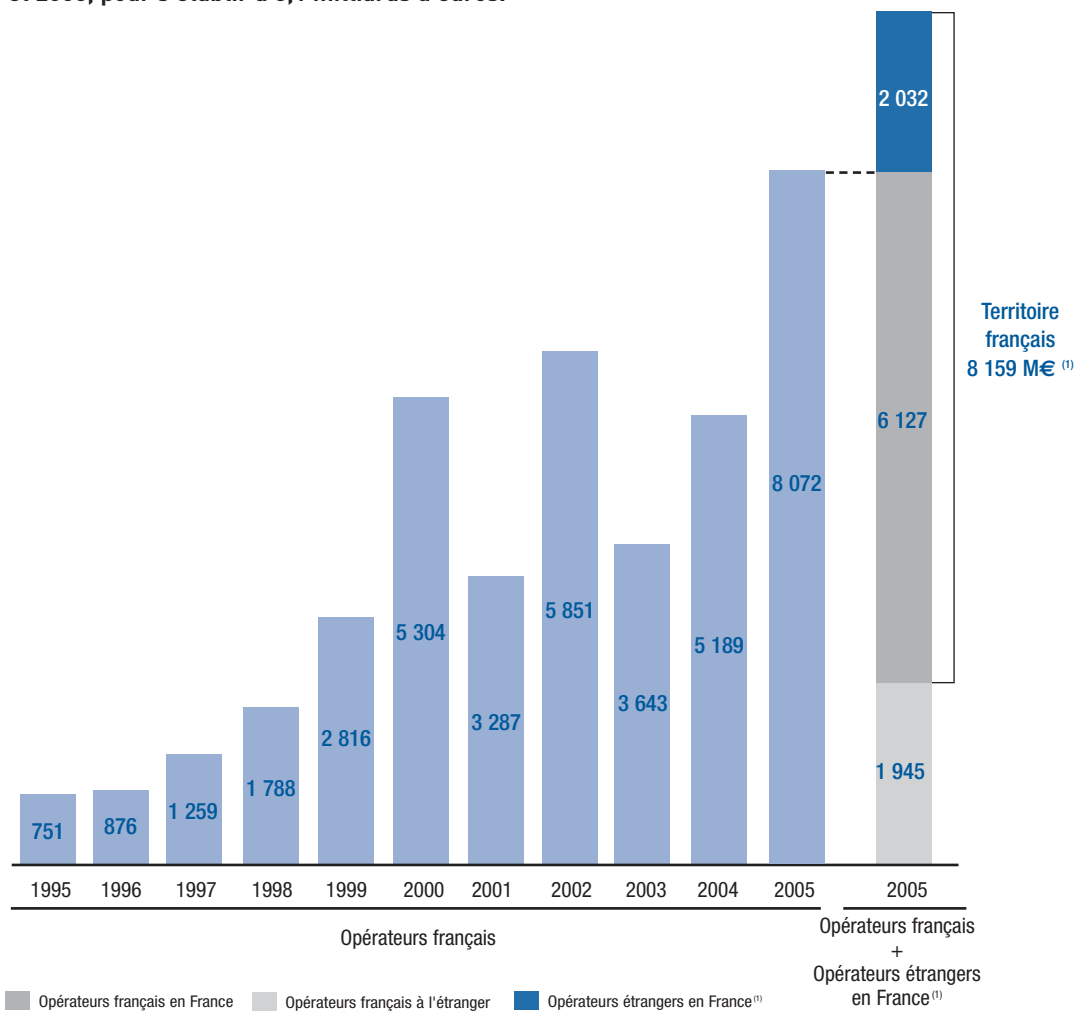
LES INVESTISSEMENTS



1. ÉVOLUTION HISTORIQUE DES INVESTISSEMENTS

(EN MILLIONS D'EUROS)

A périmètre constant, l'activité des opérateurs français a progressé de 56 % en valeur entre 2004 et 2005, pour s'établir à 8,1 milliards d'euros.



(1) Chiffres fournis par EVCA, n'incluant que les opérateurs des autres pays européens.

Source : PwC/AFIC

La France confirme à nouveau sa position d'acteur majeur en Europe en se situant en deuxième position derrière la Grande-Bretagne et à la première place d'Europe continentale.

L'activité des acteurs français est à son niveau de loin le plus élevé de la décennie et s'établit à 8,1 milliards d'euros investis en France et à l'étranger en 2005.

L'activité a fortement augmenté sur le territoire se traduisant par plus de 8 milliards d'euros investis contre 6 milliards d'euros en 2004.

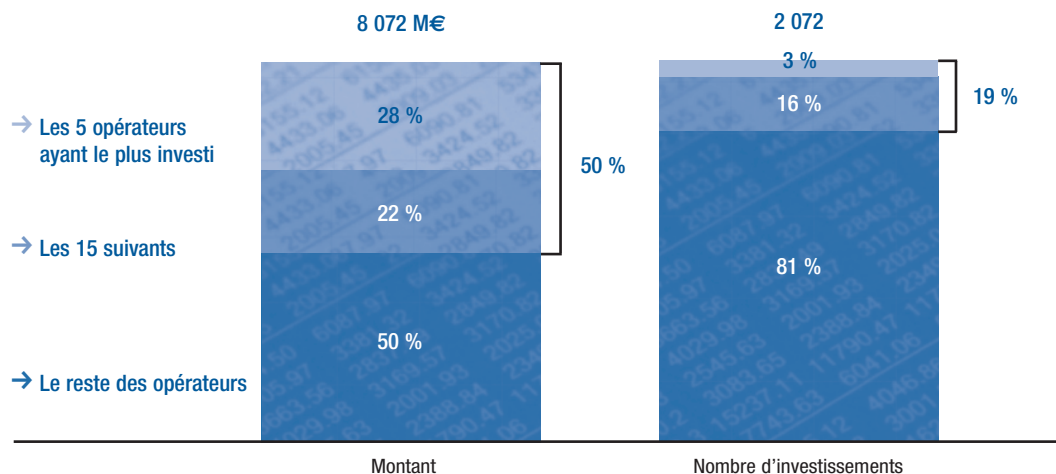
La part des opérateurs des autres pays européens représente 25 % des investissements réalisés en France pour l'année 2005 contre 23 % pour 2004. Notons que, bien que significative, la part des opérateurs américains qui ont investi en France en 2005 n'a pas été incluse.

Comme en 2004, l'activité du Capital Investissement a été plus soutenue au second semestre de l'année, avec respectivement 4,7 et 3,4 milliards d'euros d'investissements réalisés.

2. CONCENTRATION DES INVESTISSEMENTS

(EN MILLIONS D'EUROS ET NOMBRE D'OPÉRATIONS)

Vingt sociétés d'investissement ont réalisé 50 % de l'activité du Capital Investissement français, représentant 19 % du nombre d'opérations.



Source : PwC/AFIC

Les 20 opérateurs les plus actifs en 2005 ont réalisé 50 % de l'activité en montant. Ils représentent 11 % des acteurs répondants sur la période.

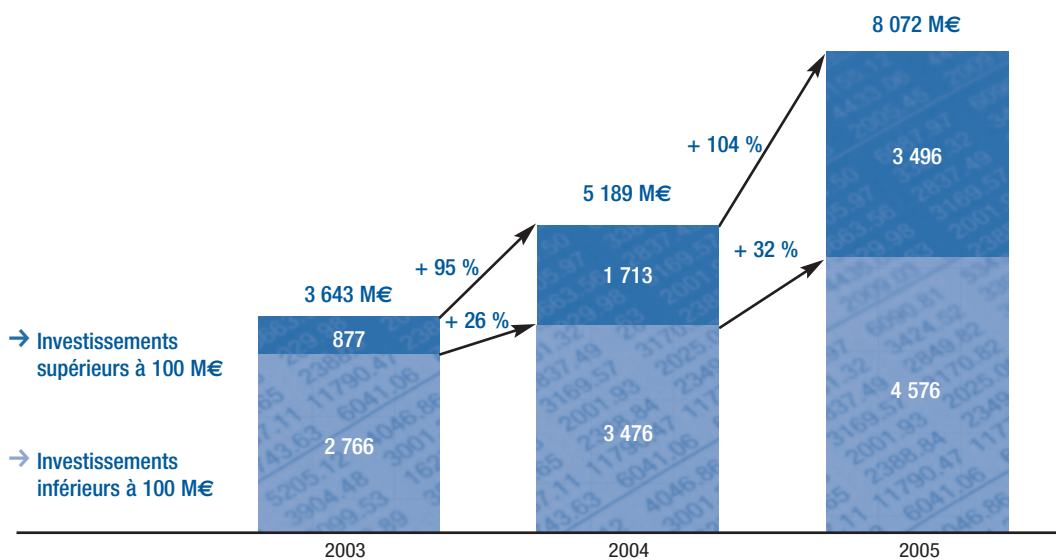
En nombre de transactions, ces mêmes opérateurs sont à l'origine de 19 % des investissements de l'année.

Cette concentration est inférieure à celle de 2004 en valeur (69 %) mais comparable en nombre d'investissements (19 %).

3. ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ENTRE 2003 ET 2005 SELON LA TAILLE DES OPÉRATIONS

(EN MILLIONS D'EUROS)

En 2005, les montants consacrés aux investissements supérieurs à 100 millions d'euros ont doublé en valeur.



Source : PwC/AFIC

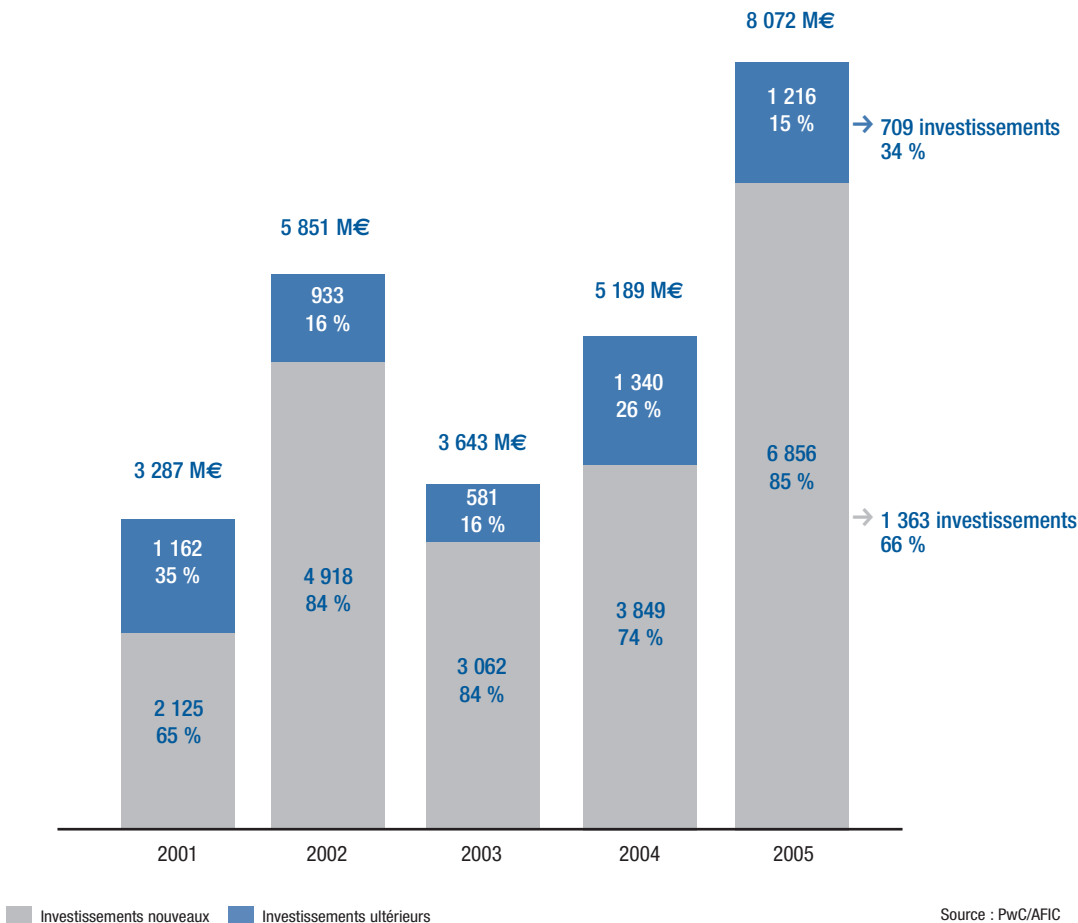
Les investissements de plus de 100 millions d'euros se rapportent tous à des opérations de Capital Transmission / LBO en 2005.

Après exclusion des opérations de plus de 100 millions d'euros, la croissance des montants investis par les investisseurs en capital est plus forte en 2005 qu'en 2004, confirmant ainsi leur rôle croissant dans le financement des PME-PMI. Elle demeure néanmoins inférieure à la croissance totale des investissements (56 % toutes opérations confondues).

4. RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS ENTRE INVESTISSEMENTS NOUVEAUX ET INVESTISSEMENTS ULTÉRIEURS

(EN MILLIONS D'EUROS)

En 2005, les nouveaux dossiers représentent 85 % du total investi.



Avec 6,9 milliards d'euros en 2005, les investissements nouveaux représentent 85 % du total investi et leur poids relatif augmente de 11 points par rapport à 2004.

Les investissements sur des nouveaux dossiers marquent un record en montant, augmentant de 78 % par rapport à 2004, signe d'un dynamisme accru des investisseurs et de la profondeur du marché français.

En nombre, la répartition entre investissements nouveaux et ultérieurs penche en faveur des premiers, avec respectivement 66 % et 34 % du nombre d'opérations (contre 56 % et 44 % en 2004).

Le montant des investissements ultérieurs est en légère baisse après une année 2004 en forte hausse (1,2 milliard d'euros en 2005 contre 1,3 milliard en 2004, soit une décroissance de 9 %). Il demeure tout de même supérieur à son niveau des années 2001-2003.

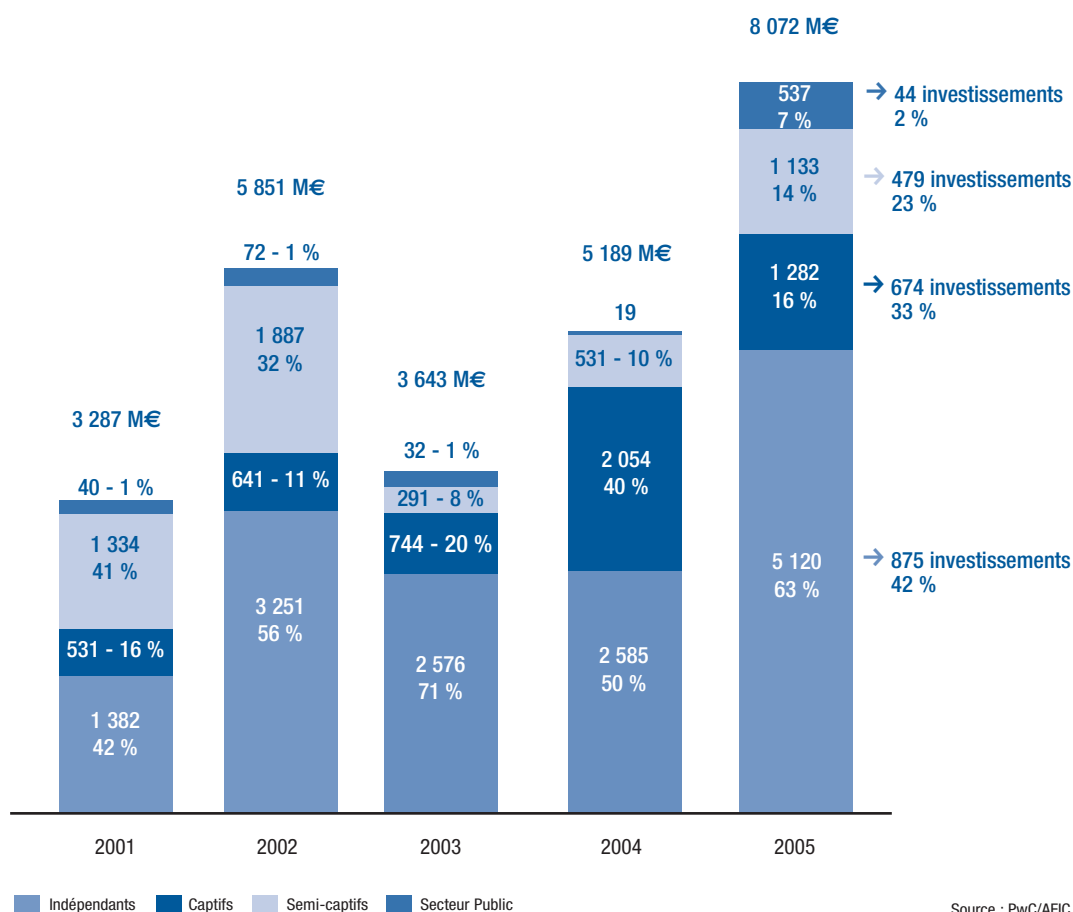
Le ticket unitaire moyen sur les investissements nouveaux est en augmentation de 32 % par rapport à 2003 et 2004, passant de 3,8 millions d'euros sur les deux années précédentes à 5 millions d'euros en 2005.

Le ticket moyen pour les investissements ultérieurs se maintient en 2005 au même niveau qu'en 2004 (1,7 million d'euros par opération), comparé à 0,6 million en 2003, 0,8 million en 2002 et 1 million en 2001.

5. RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS PAR TYPE D'INVESTISSEUR

(EN MILLIONS D'EUROS)

Les montants investis par les investisseurs indépendants ont fortement progressé en valeur par rapport à 2004 et leur poids relatif est passé de 50 % à 63 % en 2005.



Note : Secteur public < à 1 % en valeur en 2004

Les montants investis par les investisseurs indépendants représentent 5,1 milliards d'euros d'investissements en 2005, soit près du double du montant de 2004 et de 2003. Le nombre d'investissements réalisés par ces opérateurs demeure stable par rapport à 2004 (42 % du nombre d'opérations, contre 45 % l'an passé).

Les montants investis par les intervenants captifs diminuent de 38 % par rapport à 2004 et représentent 1,3 milliard d'euros ; leur part relative en valeur passe de 40 % en 2004 à 16 % en 2005, se rapprochant du niveau de 2003.

Les intervenants semi-captifs représentent, en 2005, 14 % en part relative avec 1,1 milliard d'euros, soit une augmentation de 602 millions d'euros par rapport à 2004.

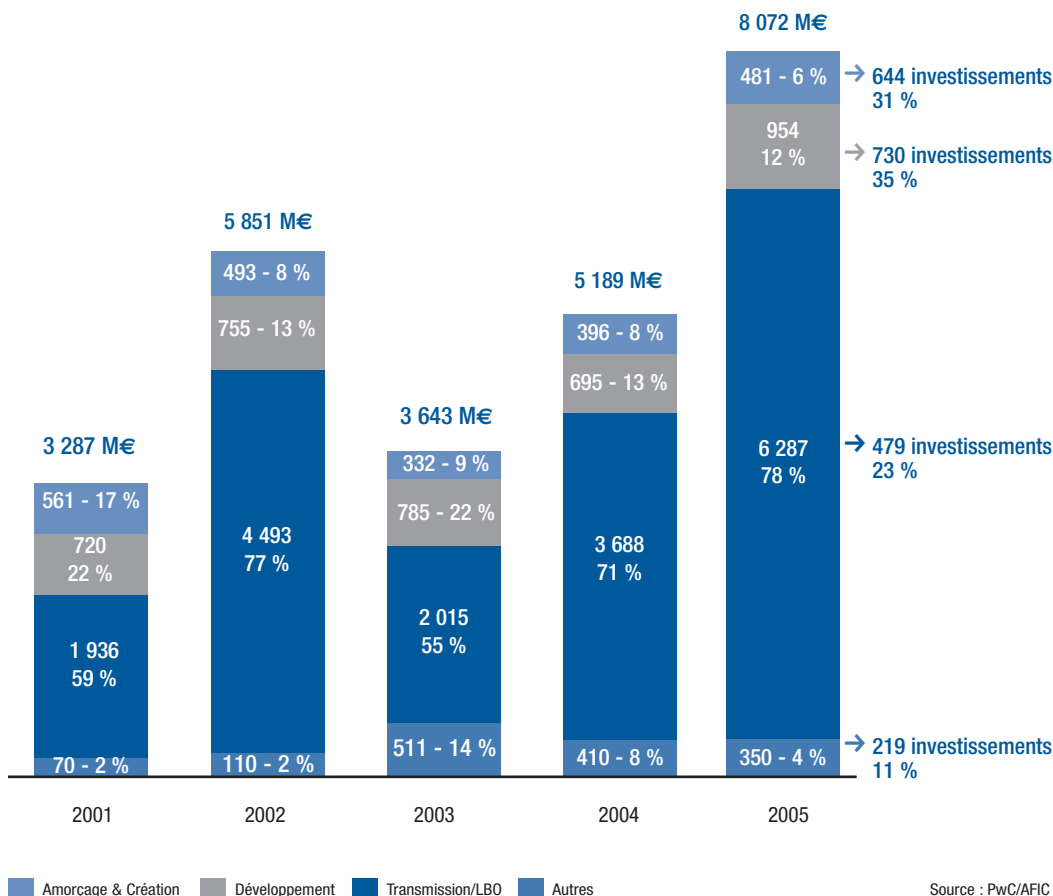
En valeur, les investisseurs issus du secteur public sont nettement plus présents que par le passé et représentent 7 % du total investi contre moins de 1 % en 2004. En nombre, 2 % des investissements sont réalisés par ces intervenants comparé à 3 % en 2004.

Entre 2001 et 2005, le montant moyen par investissement pour les acteurs indépendants a quadruplé, passant de 1,5 million d'euros en 2001 à 5,9 millions d'euros en 2005. Il a augmenté entre 2004 et 2005 de 84 %. Pour les fonds semi-captifs, le ticket unitaire progresse pour passer de 1,7 million en 2004 à 2,4 millions en 2005. A l'inverse, le ticket moyen payé par un fonds captif a diminué sur l'année, passant de 3,3 millions en 2004 à 1,9 million en 2005.

6. RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS PAR STADE DE DÉVELOPPEMENT

(EN MILLIONS D'EUROS)

Le Capital Investissement en 2005 a été marqué par une hausse significative de l'activité, essentiellement due à la progression continue des opérations de Capital Transmission / LBO.



En valeur, les opérations de Capital Transmission / LBO progressent de 70 % et représentent, avec 6,3 milliards d'euros, 78 % des investissements de 2005, contre 71 % en 2004.

Les investissements en phase de développement sont également en hausse avec 954 millions d'euros investis contre 695 millions d'euros en 2004. Le Capital Développement est le segment de marché le plus important en nombre avec 425 entreprises financées en 2005, soit 34 % du total comparé à 33 % en 2004.

Les investissements réalisés en phase d'amorçage et de création augmentent en valeur absolue de 21 % en 2005 pour atteindre 481 millions d'euros (comparé à 396 millions d'euros en 2004). En valeur relative, ils sont en légère baisse et représentent 6 % du total investi en 2005 contre 8 % en 2004. Ils composent, avec 644 investissements en 2005, le deuxième nombre le plus important d'opérations.

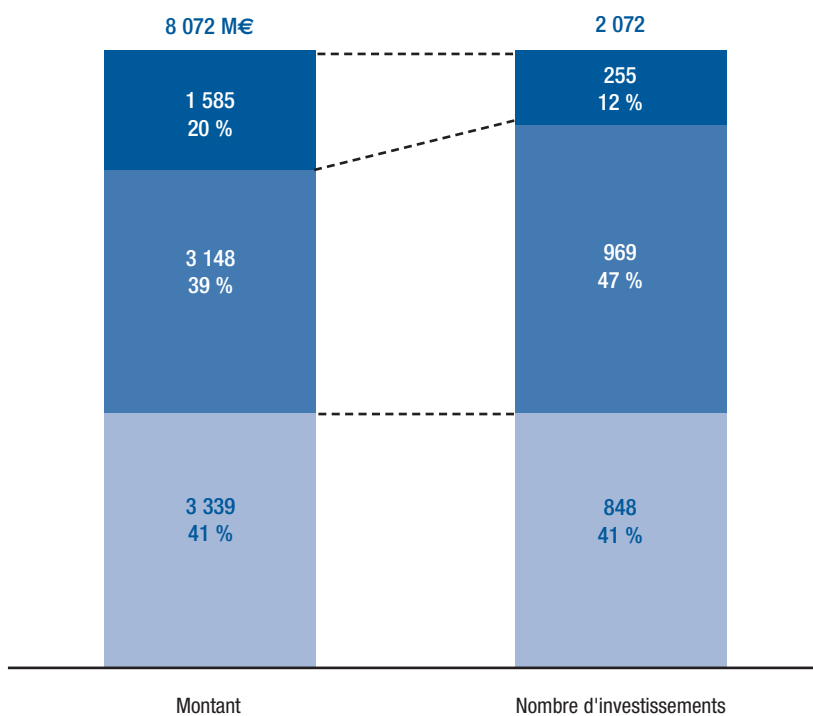
Le ticket moyen par investissement pour les opérations de transmission / LBO passe de 6,6 millions d'euros en 2001 à 13,1 millions d'euros en 2005, soit une augmentation moyenne de 18,7 % par an alors que les tickets moyens en développement ont augmenté de 9,6 % et ceux en création sont restés stables sur la même période.

Le ticket moyen par entreprise pour les opérations de transmission / LBO a augmenté de 53 % entre 2004 et 2005 (soit 19,7 millions d'euros en 2005, comparé à 12,9 millions d'euros en 2004) alors que les tickets moyens en création et développement ont respectivement augmenté de 44 % et 37 % sur la période.

7. RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS PAR SYNDICATION

(EN MILLIONS D'EUROS ET NOMBRE D'OPÉRATIONS)

Les opérations syndiquées représentent 59 % des montants investis et du nombre d'opérations pour l'année 2005.



Opérations non syndiquées Syndications nationales Syndications transnationales

Source : PwC/AFIC

L'essentiel de la croissance de l'activité provient des opérations syndiquées qui deviennent prépondérantes en 2005, tant en valeur (59 % contre 37 % en 2004) qu'en nombre (59 % contre 50 % en 2004).

En montant, les syndications transnationales augmentent de 105 % par rapport à 2004 mais ne représentent plus que 12 % de l'ensemble des investissements en nombre, contre 19 % en 2004.

Les syndications nationales s'élèvent à 3,1 milliards d'euros pour 969 opérations, soit un montant unitaire moyen d'investissement de 3,2 millions d'euros en 2005, comparé à 2 millions d'euros pour 2004.

Bien que les opérations non syndiquées soient moins nombreuses en 2005, le ticket moyen d'investissement pour ce type d'opération passe de 3,6 millions d'euros à 3,9 millions d'euros.

8. RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE CIBLE

(EN MILLIONS D'EUROS ET NOMBRE D'OPÉRATIONS)

En 2005, 59 % des montants investis se concentrent sur trois secteurs d'activité (Biens de consommation, Services & Transports et Chimie & Industrie) qui représentent 40 % des investissements en nombre.

INVESTISSEMENTS EN VALEUR (TOTAL : 8 072 M€)	INVESTISSEMENTS EN NOMBRE (TOTAL : 2 072 INVESTISSEMENTS)
CHIMIE & INDUSTRIE (24 %) → dont BIENS ET SERVICES : 18 %	INFORMATIQUE (24%) → dont LOGICIELS : 16 %
BIENS DE CONSOMMATION (19 %) → dont DISTRIB. / DÉTAIL : 11 %	CHIMIE & INDUSTRIE (18 %) → dont BIENS ET SERVICES IND. : 10 %
SERVICES & TRANSPORTS (16 %) → dont SERVICES : 15 %	MEDICAL & BIOTECH (15 %) → dont BIOTECH : 8 %
TELECOM (12 %) → dont OPERATEURS : 10 %	BIENS DE CONSOMMATION (13 %) → dont DISTRIB. / DÉTAIL : 7 %
INFORMATIQUE (8 %) → dont LOGICIELS 3 %	SERVICES & TRANSPORTS (9%) → dont SERVICES : 8 %
MEDICAL & BIOTECH (7 %) → dont BIOTECH : 3 %	TELECOM (7 %) → dont COMMUNICATION : 3 %

(AUTRES : 14 %)

Source : PwC/AFIC

Les deux premiers secteurs d'activité qui ont suscité le plus grand nombre d'investissements en 2005 sont les mêmes qu'en 2004 et 2003 : l'Informatique (24 % contre 28 % en 2004 et 29 % en 2003) et Chimie & Industrie (18 %, contre 17 % en 2004 et 2003). A la troisième place, le secteur Médical & Biotech (15 %) se maintient au niveau de 2004 (16 %).

En 2005, les secteurs Chimie & Industrie (24 %), Biens de consommation (19 %), Services & Transports (16 %) constituent en valeur le « trio gagnant ». Ces trois secteurs étaient déjà en tête de classement en 2004.

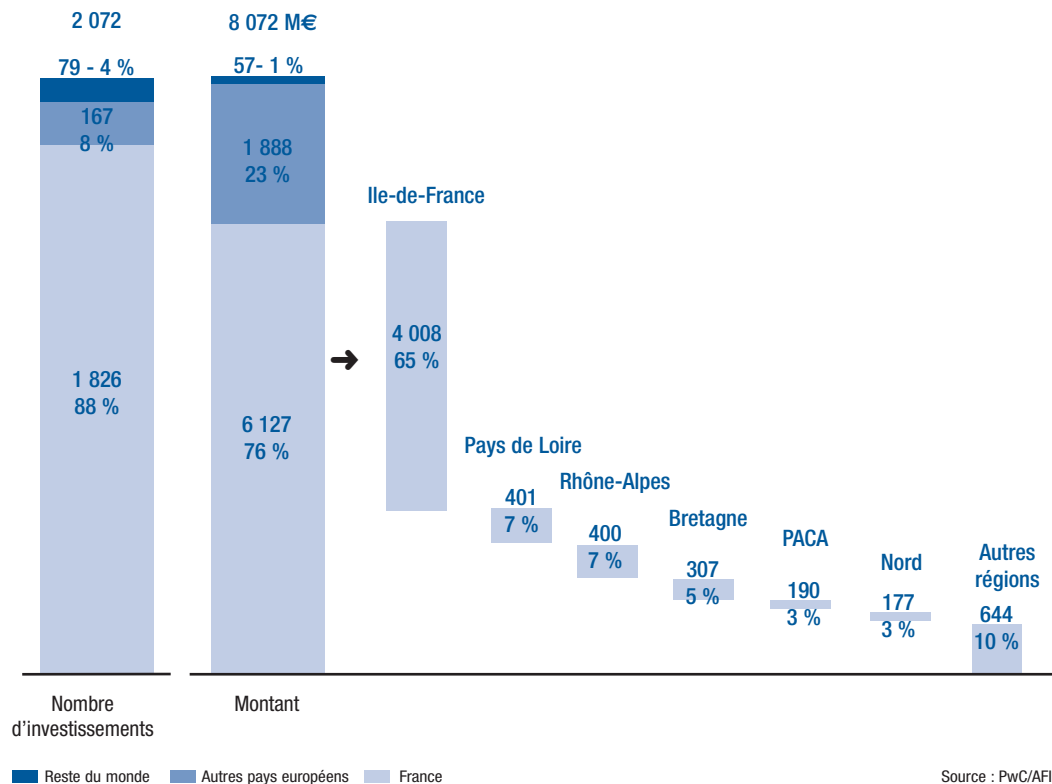
Bien qu'il soit peu important en montants investis, le secteur des Logiciels est le plus significatif en nombre d'opérations réalisées sur la période (210 millions d'euros investis, soit 3 % du total investi comparé à 328 investissements, soit 16 % du nombre total des investissements sur l'année 2005), confirmant l'intérêt des acteurs pour les entreprises technologiques. Le ticket moyen dans le secteur Informatique, en baisse de 2001 à 2003, est remonté de 0,8 million d'euros en 2004 à 1,3 million d'euros en 2005.

L'investissement moyen dans le secteur des Biens de consommation a baissé de 7,2 millions d'euros en 2004 à 5,8 millions en 2005. A l'inverse, il a augmenté dans les Télécoms de 3,6 millions d'euros à 6,1 millions. Le ticket unitaire d'investissement moyen le plus bas demeure en 2005 celui du secteur Informatique (1,3 million d'euros).

9. RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES INVESTISSEMENTS

(EN MILLIONS D'EUROS ET NOMBRE D'OPÉRATIONS)

Les investissements ont été principalement réalisés en France (76 % en valeur) et la part de l'Ile-de-France dans le total investi reste la plus significative (65 % de l'ensemble investi et 45 % en nombre d'opérations réalisées en France).



En nombre, 88 % des opérations sont réalisées en France (soit 1 826 investissements en 2005), ce qui représente une part stable comparée à 2004 (1 625 opérations sur un total de 1 812 investissements).

En valeur, 76 % des opérations (soit 6,1 milliards d'euros) se sont faites sur le territoire national en 2005, contre 89 % en 2004. L'Ile-de-France représente 65 % des investissements nationaux.

En valeur, la part des investissements réalisés dans les autres pays européens s'élève à 23 % sur 2005, contre 10 % en 2004.

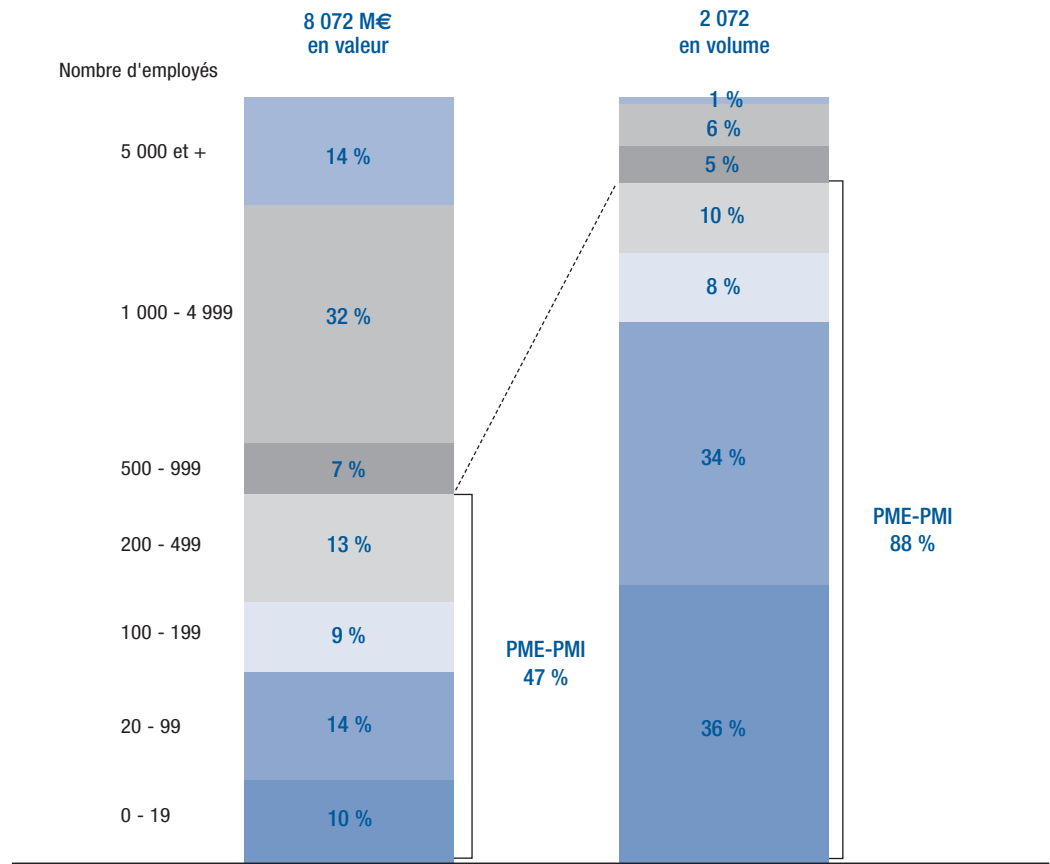
Le montant moyen unitaire d'investissement en France passe de 2,8 millions d'euros en 2004 à 3,4 millions d'euros en 2005. Celui réalisé dans les autres pays européens s'élève à 11,3 millions d'euros en 2005 (contre 4,2 millions d'euros en 2004).

La répartition géographique des investissements français en 2005 reste globalement stable en nombre d'opérations avec une forte concentration en région Ile-de-France (45 %), suivie par Rhône-Alpes (11 %) et PACA (7 %).

10. RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS EN FONCTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS DE L'ENTREPRISE CIBLE

(EN MILLIONS D'EUROS ET NOMBRE D'OPÉRATIONS)

Les PME-PMI françaises de moins de 500 salariés représentent 88 % du nombre d'investissements en 2005.



Source : PwC/AFIC

En nombre, l'activité du Capital Investissement se concentre sur les PME-PMI. Les entreprises de moins de 500 salariés représentent 88 % du nombre d'investissements soit 1 833 opérations sur 2005 (contre 91 % et 1 647 opérations en 2004). En valeur, elles représentent 47 % du total investi, soit 3,8 milliards d'euros (contre 47 % du total en 2004 et 2,4 milliards d'euros). Le Capital Investissement soutient l'ensemble des entreprises, puisque 53 % des investissements en valeur sont dédiés aux entreprises de plus de 500 salariés.

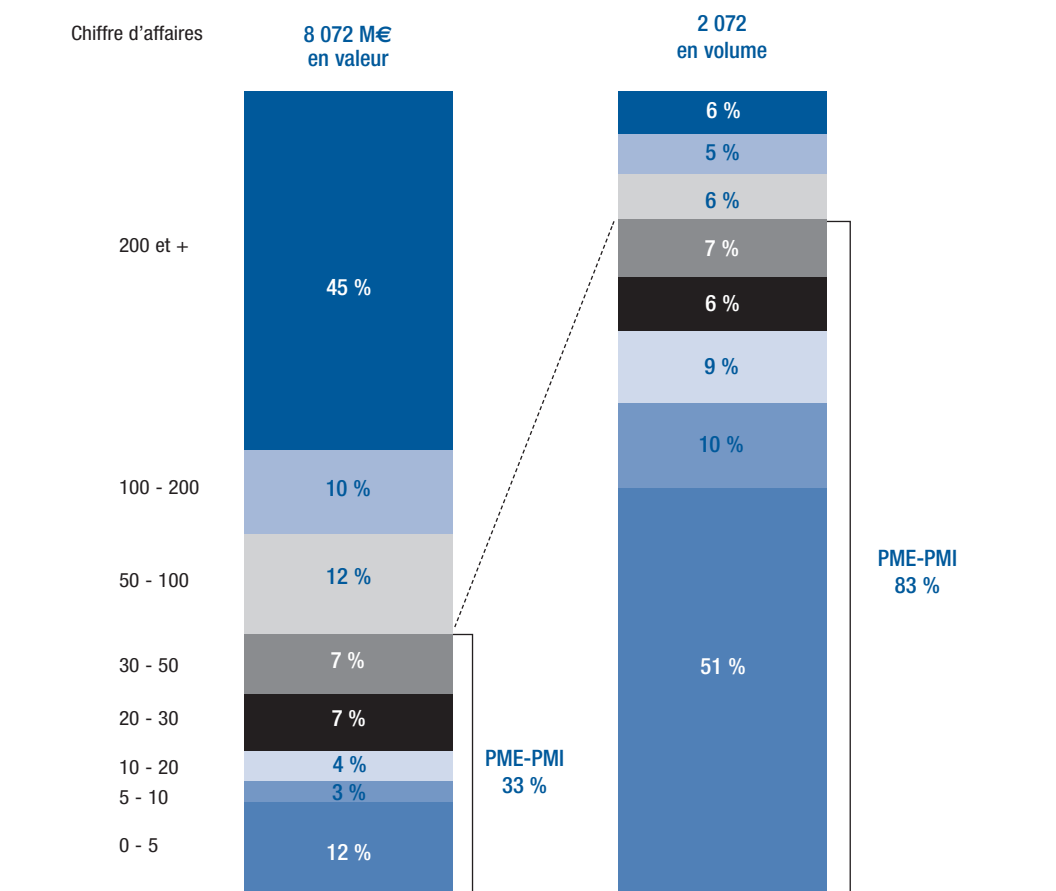
Le montant unitaire moyen investi dans des entreprises de moins de 500 salariés est passé de 1,5 million d'euros en 2004 à 2,1 millions d'euros en 2005.

Le Capital Investissement, notamment au travers des opérations d'amorçage, de création et de développement, continue de financer le tissu économique et social français. Cette répartition est conforme à celle observée en 2003 : respectivement 70 % et 36 % des investissements ont été effectués dans les entreprises de moins de 100 et 20 salariés en 2005 contre 70 % et 31 % en 2004.

11. RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS EN FONCTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE L'ENTREPRISE CIBLE

(EN MILLIONS D'EUROS ET NOMBRE D'OPÉRATIONS)

83 % du nombre d'investissements a été effectué dans des entreprises réalisant moins de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires.



Source : PwC/AFIC

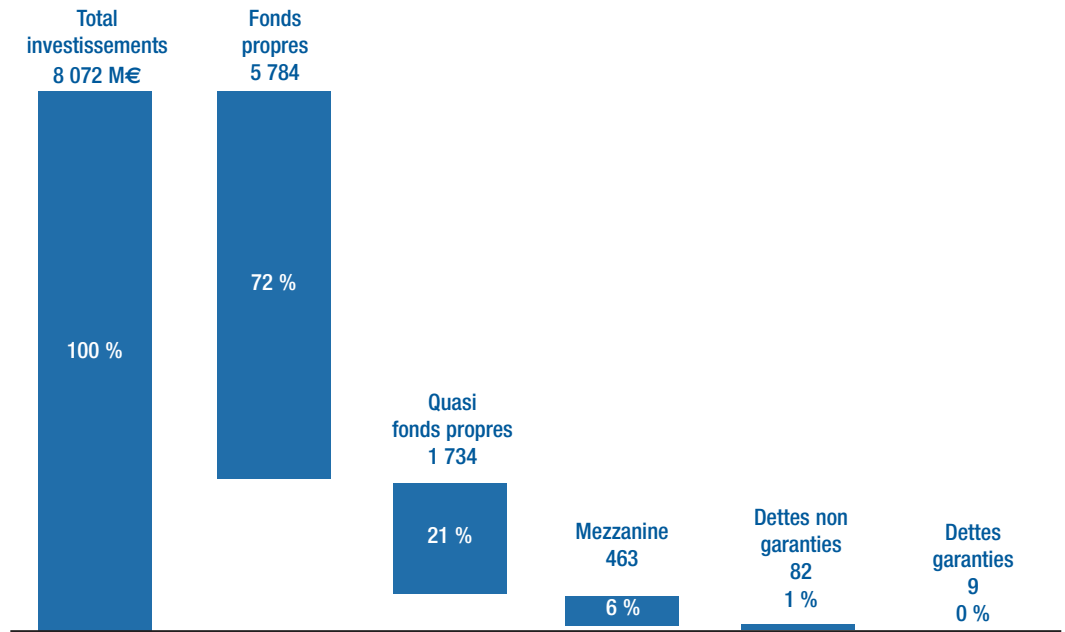
Les PME-PMI qui réalisent un chiffre d'affaires inférieur à 50 millions d'euros représentent sur 2005 83 % du nombre d'opérations contre 85 % en 2004 (soit 1 733 opérations contre 1 540 en 2004).

En valeur, les investissements dans les PME-PMI réalisant moins de 50 millions de chiffre d'affaires atteignent 2,6 milliards d'euros en 2005, soit 33 % du total investi, contre 29 % du total réalisé en 2004. 61 % des investissements en nombre concernent des entreprises réalisant moins de 10 millions d'euros de chiffres d'affaires.

Pour les entreprises de plus de 200 millions d'euros de chiffre d'affaires, les 116 investissements réalisés (6 % du total en nombre) pour 3,6 milliards d'euros représentent 45 % du total en valeur des investissements de l'année (contre 54 % en 2004).

12. RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS PAR TYPE DE FINANCEMENT
(EN MILLIONS D'EUROS)

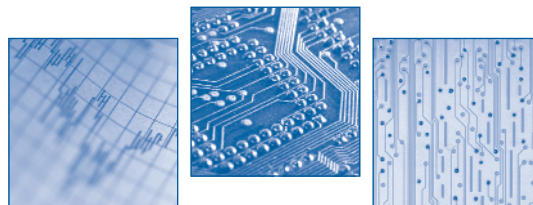
72 % des opérations de l'année 2005 sont des investissements en fonds propres.



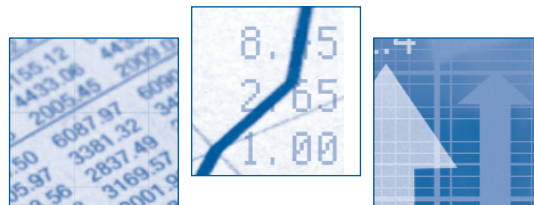
Source : PwC/AFIC

La grande majorité des investisseurs continue de privilégier les investissements en fonds propres et quasi fonds propres qui représentent 7,5 milliards d'euros (contre 4,9 milliards d'euros en 2004), soit 93 % des capitaux investis en 2005 contre 95 % en 2004 et 91 % en 2003.

Ce niveau d'analyse n'était pas disponible pour les périodes antérieures à 2003.



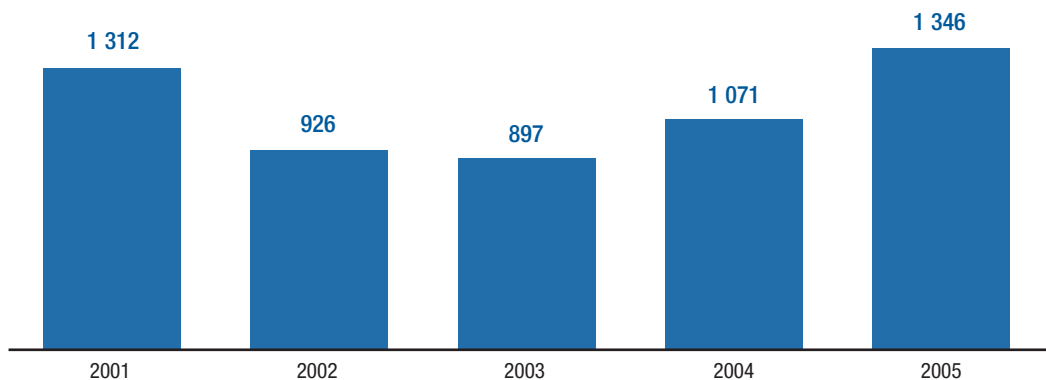
LES DÉSINVESTISSEMENTS



1. ÉVOLUTION HISTORIQUE DES DÉSINVESTISSEMENTS

(EN NOMBRE D'OPÉRATIONS
COMPRENANT LES PASSAGES
EN PERTE)

Le nombre de désinvestissements a augmenté de 26 % en 2005.



Source : PwC/AFIC

La tendance haussière des désinvestissements amorcée en 2004 s'est confirmée en 2005, traduisant la bonne liquidité des actifs.

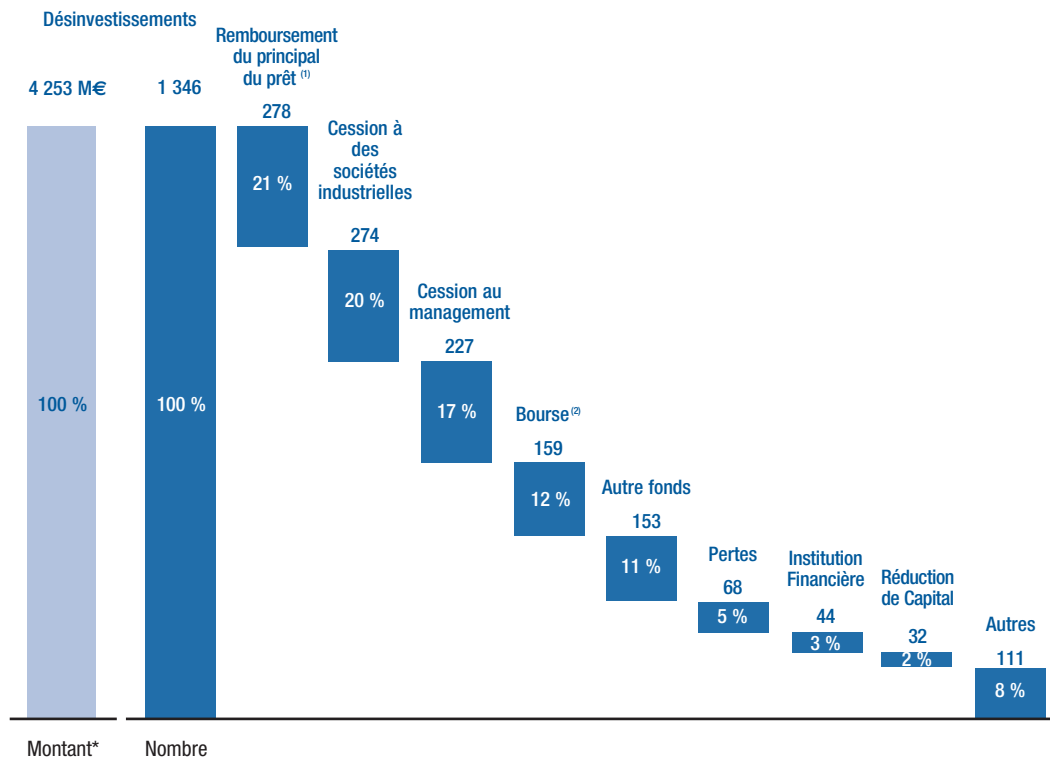
La hausse du nombre de désinvestissements de 275 opérations entre 2004 et 2005 s'explique principalement par l'augmentation du nombre des sorties, les cessions à un autre fonds progressant de 60, les cessions industrielles de 47, les cessions au management de 45 et les cessions en bourse de 41.

En moyenne, sur les trois dernières années, le nombre de cessions industrielles, de cessions en bourse et de cessions à un autre fonds s'élève respectivement à 210, 122 et 101.

2. RÉPARTITION DES DÉSINVESTISSEMENTS PAR TYPE

(EN NOMBRE D'OPÉRATIONS)

Les désinvestissements réalisés en 2005 se sont élevés à 4,3 milliards d'euros, en progression de 35 % par rapport à 2004.



Source : PwC/AFIC

(1) Remboursement du principal du prêt inclut les remboursements d'obligations convertibles et les remboursements de comptes courants.

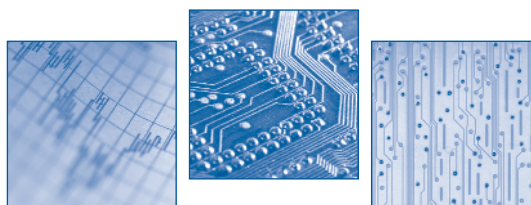
(2) Bourse inclut les introductions en bourse et les cessions de titres cotés après introduction.

*Au coût historique.

Pour la troisième année consécutive, le nombre de désinvestissements a augmenté pour atteindre 1 346 opérations contre 1 071 en 2004. En valeur, les désinvestissements progressent de 35 % entre 2004 et 2005, passant de 3,1 milliards d'euros à 4,3 milliards d'euros, et atteignent un record depuis 1997.

Plus des deux tiers des cessions sont réalisés auprès des industriels, du management et à l'occasion de sorties en bourse. En nombre de cessions, les ventes à des acheteurs industriels restent le principal mode de sortie (274 opérations en 2005, contre 227 l'année précédente), marquant le retour des industriels sur la voie de la croissance externe. Les sorties boursières et cessions de titres cotés ont également augmenté en nombre (159, contre 118 en 2004), ce qui confirme la reprise des marchés boursiers en France. Les cessions au management et les cessions à une autre société de Capital Investissement ont représenté 28 % des désinvestissements en 2005, contre 26 % en 2004 (pour des montants en valeur historique de 1,7 milliard d'euros contre 1,1 milliard l'année précédente), confirmant le rôle du Capital Investissement dans l'émergence de nouveaux profils d'entrepreneurs.

La diminution des pertes en valeur entre 2004 et 2005, de 54 millions à 47 millions d'euros, illustre encore une fois l'apurement des portefeuilles des investisseurs après les années 2001 et 2002 marquées par de fortes pertes.



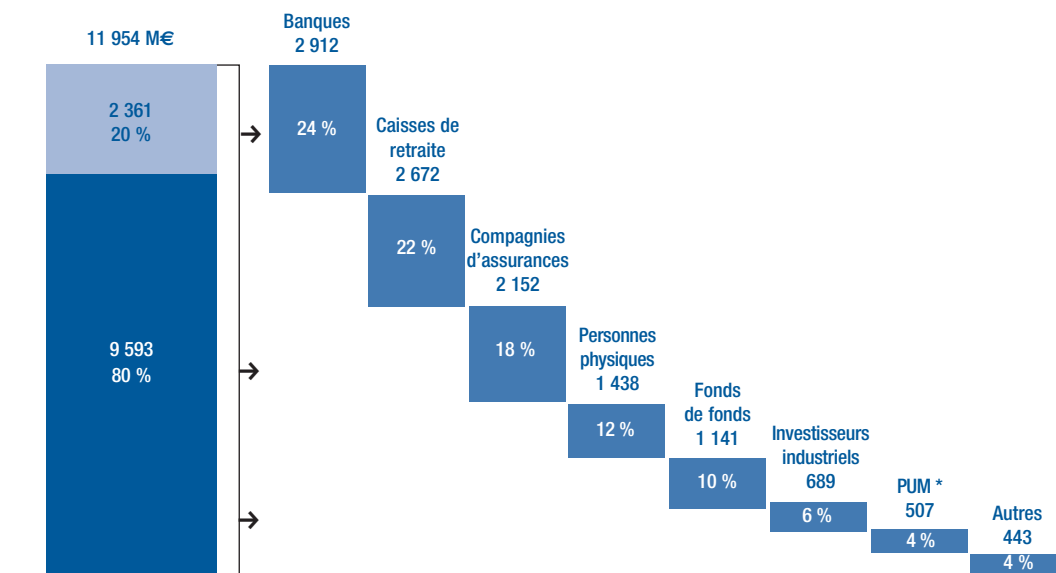
LES CAPITAUX LEVÉS



1. CAPITAUX LEVÉS PAR TYPE D'INTERVENANT

(EN MILLIONS D'EUROS)

Le niveau record des levés de fonds témoigne de l'attractivité du marché français du Capital Investissement. Inversant la tendance baissière observée sur les trois années précédentes, les levés de capitaux en 2005 ont été multipliés par 5 par rapport à 2004 et atteignent 12 milliards d'euros.



Capitaux levés en 2005 par type d'intervenant

Capitaux levés en 2005 par type d'investisseurs (hors dividendes, plus-values et intérêts perçus)

■ Indépendants et semi-captifs ■ Captifs

Source : PwC/AFIC

* * PUM * inclut les entités relevant du secteur Public, les Universités et les marchés de capitaux

Les capitaux levés en 2005 sont en forte hausse par rapport à l'année précédente (12 milliards d'euros en 2005 contre 2,2 milliards d'euros en 2004). La part relative des capitaux levés par des structures indépendantes ou semi-captives reste stable et s'élève à 80 % (contre 81 % en 2004 et 82 % en 2003), malgré une hausse significative de 428 % en valeur (9,6 milliards d'euros levés en 2005 contre 1,8 milliard en 2004).

Les banques restent le principal pourvoyeur de ressources avec une forte croissance observée sur 2005 (24 % sur 2005, soit 2,9 milliards d'euros à comparer à 33 % en 2004, soit 729 millions d'euros).

Les caisses de retraite et fonds de pension ont pris une part significative dans les apports de capitaux en 2005 et se placent derrière les banques avec 22 % des capitaux alloués en 2005 (contre 10 % en 2004), marquant ainsi l'intérêt accru des investisseurs étrangers pour le marché français.

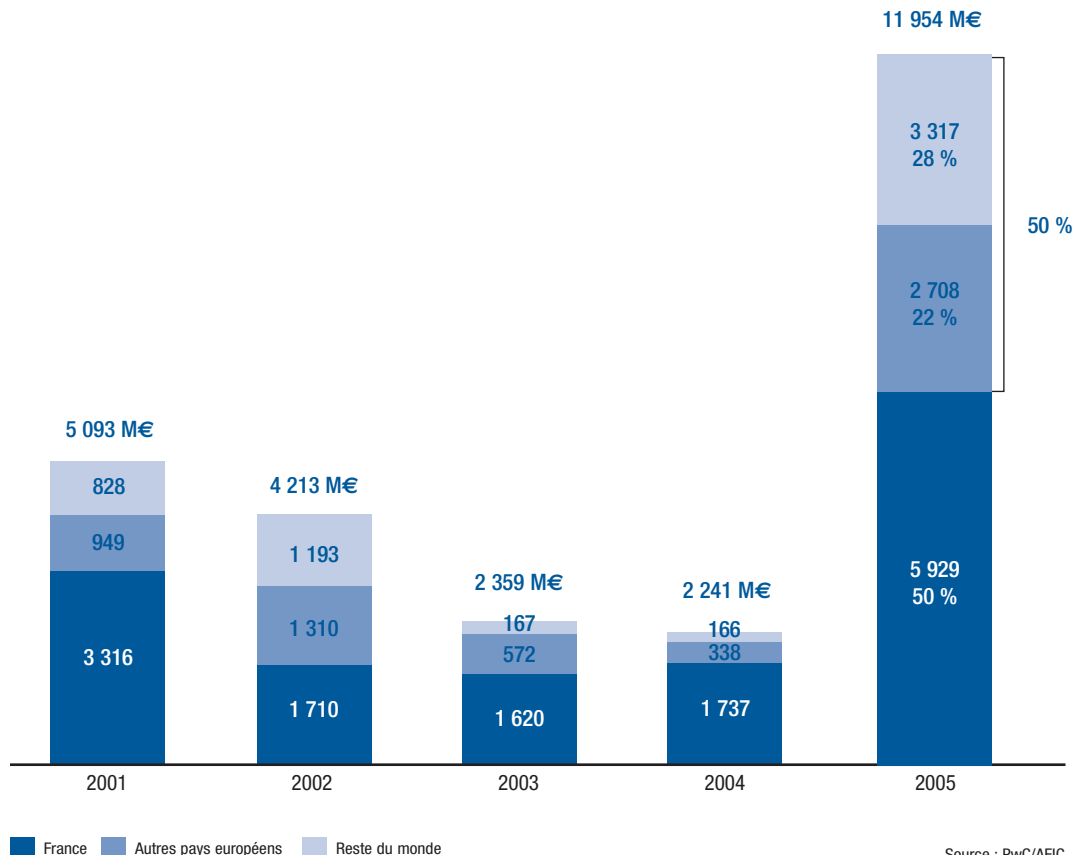
Les compagnies d'assurances augmentent en part relative (18 %, soit 2,2 milliards d'euros en 2005 contre 252 millions d'euros en 2004, soit 11 %).

Les personnes physiques demeurent un pourvoyeur de ressources important, avec 12 % des fonds levés en 2005 (1,4 milliard d'euros) et 22 % en 2004 (502 millions d'euros).

2. CAPITAUX LEVÉS PAR ORIGINE GÉOGRAPHIQUE

(EN MILLIONS D'EUROS)

Avec 50 % des capitaux levés à l'étranger, le Capital Investissement français marque un regain d'attractivité pour le marché français.



Avec 12 milliards d'euros de fonds levés, l'année 2005 marque la plus forte levée de fonds connue par la profession.

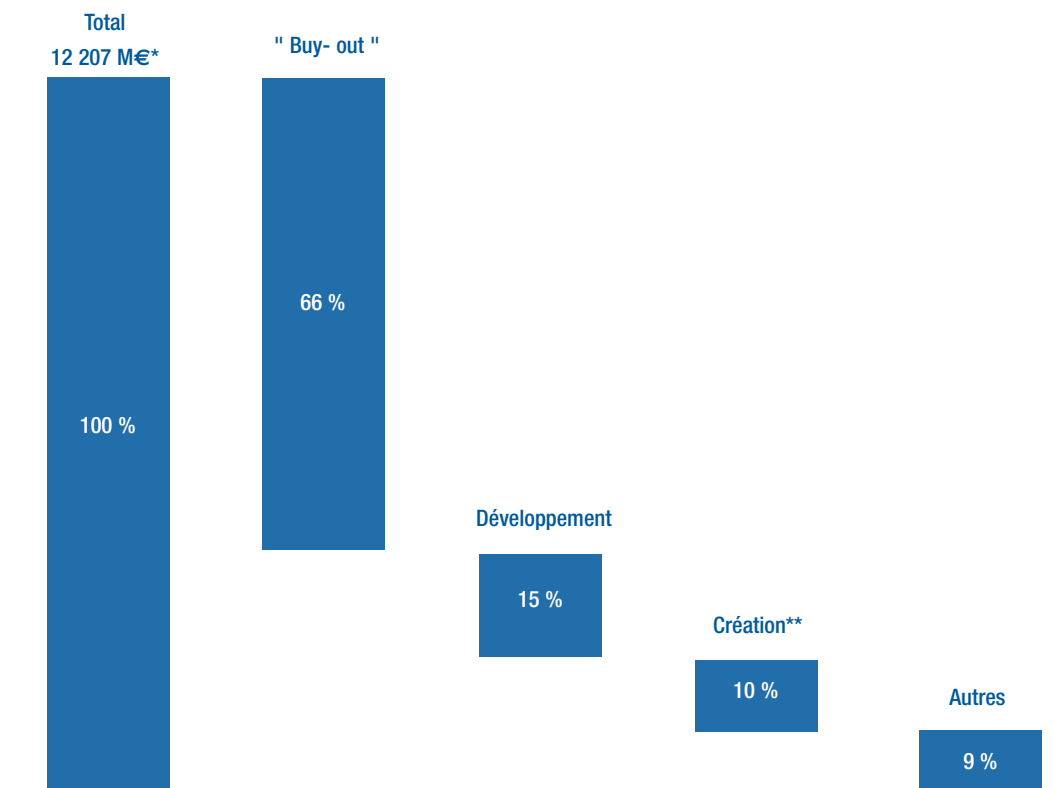
Elle illustre le retour des capitaux internationaux qui atteignent plus de 50 % du montant total levé sur l'année, soit 6 milliards d'euros, contre 25 % en 2004 et 504 millions d'euros (montant multiplié par 12 entre 2004 et 2005).

Dans le même temps, le montant des capitaux levés auprès des investisseurs français est en forte augmentation passant de 1,7 milliard d'euros en 2004 à 5,9 milliards d'euros en 2005.

3. INTENTIONS D'ALLOCATION DES CAPITAUX DISPONIBLES

(EN MILLIONS D'EUROS)

Les investisseurs en capital continuent de privilégier en 2005 les opérations de Capital Transmission / LBO dans leurs intentions d'allocation des ressources disponibles.



* Inklus dividendes

** "Création" inclut les stades d'amorçage, création et post-création

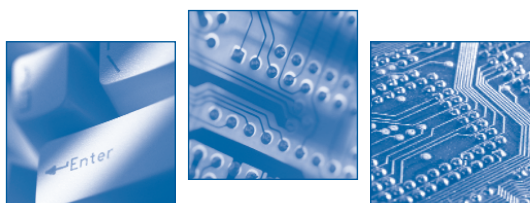
Source : PwC/AFIC

Les investisseurs interrogés sur leurs intentions d'affectation des capitaux disponibles continuent de privilégier les opérations de "buy-out", avec 66 % des intentions d'investissement, soit une forte augmentation par rapport à 2004 (45 %).

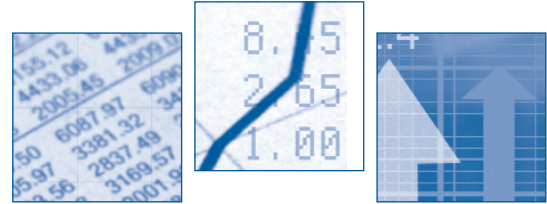
Les intentions d'allocation des ressources disponibles dans le secteur technologie confirment une tendance à la baisse en valeur relative, puisqu'elles représentent 9 % cette année contre 20 % en 2004. Cependant, le montant de ces intentions pour 2005 (1,1 milliard d'euros) est plus du double de celui de 2004.

Si la part relative des intentions d'investissement en développement et en création diminue par rapport à 2004 (respectivement 15 % et 10 % en 2005 contre 31 % et 15 % en 2004), ce n'est pas le cas en valeur absolue où les intentions d'investissement s'élèvent respectivement à 1,8 milliard et 1,2 milliard d'euros (soit une hausse de 135 % et 228 %, respectivement).

Enfin, les plus-values et revenus du portefeuille disponibles pour réinvestissement restent à des niveaux relativement bas : 253 millions d'euros en 2005 contre 228 millions d'euros en 2004 et 250 millions d'euros en 2003.



ANNEXES



ANNEXE 1 CADRE GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE

Lors de la lecture des différentes statistiques et de leur évolution pluri-annuelle ou pluri-semestrielle, le lecteur doit garder à l'esprit les points suivants qui ont pu prévaloir dans les orientations de collecte et d'exploitation des données :

- L'enquête repose sur la collecte d'opérations individualisées qui sont restituées de manière agrégée, conformément à l'engagement de confidentialité liant l'AFIC, PricewaterhouseCoopers et les membres de l'AFIC.
- En 2005, 189 membres de l'AFIC sur les 197 membres actifs interrogés dans le cadre de l'étude ont répondu au moins à l'un des 2 questionnaires, soit un taux de réponse de 96 %. Comme pour les périodes précédentes, il n'a pas été fait d'extrapolation des non-répondants.
- Le questionnaire adressé aux membres de l'AFIC est conforme à l'approche définie conjointement par l'EVCA et les Associations Nationales de Capital Investissement en Europe.
- Le périmètre de l'enquête est défini comme étant l'ensemble des opérations réalisées en France et à l'étranger par les opérateurs français en Capital Investissement, membres de l'AFIC.
- Est considéré comme opérateur en Capital Investissement tout organisme effectuant des investissements en fonds propres dans des entreprises non cotées, s'étant doté d'une équipe de professionnels se consacrant à temps plein à cette activité et apportant une contribution constructive aux entreprises dans lesquelles il investit.
- Dans le souci de mieux apprécier l'activité sur le territoire français, il est procédé pour certaines données à l'intégration d'informations collectées par l'EVCA au niveau européen, sur les fonds d'investissements pan-européens intervenant en France.
- Les investissements réalisés par des sociétés d'investissement, membres de l'AFIC dans d'autres sociétés et fonds de Capital Investissement sont exclus des statistiques afin d'éviter les doubles comptages.
- Lorsqu'un affilié français d'un réseau international a réalisé une opération indépendamment de sa société-mère, cette opération a été incluse dans les statistiques nationales.
- Une syndication nationale comprend uniquement des opérateurs basés en France, que l'entreprise concernée par l'opération soit située en France ou à l'étranger.
- Une syndication transnationale comprend une ou plusieurs sociétés de Capital Investissement basées en France, ainsi qu'un ou plusieurs partenaires étrangers, que l'entreprise concernée par l'opération soit située en France ou à l'étranger.
- Les LBO secondaires voire tertiaires sont considérés comme des nouveaux investissements.
- Le nombre d'opérations réalisées sur une période est la somme des investissements réalisés par chaque membre répondant sur la période considérée, même lorsqu'il agit en syndication auprès de la même entreprise-cible.

ANNEXE 2 DÉCOUPAGE RÉGIONAL DE L'ÉTUDE

ZONE NORD

Basse-Normandie	Haute-Normandie	Nord	Picardie
Calvados	Eure	Nord	Aisne
Manche	Seine-Maritime	Nord-Pas-de-Calais	Oise
Orne			Somme

ZONE OUEST

Aquitaine	Bretagne	Pays de la Loire	Poitou-Charentes
Dordogne	Côtes-d'Armor	Loire-Atlantique	Charente
Gironde	Finistère	Maine-et-Loire	Charente-Maritime
Landes	Ille-et-Vilaine	Mayenne	Deux-Sèvres
Lot-et-Garonne	Morbihan	Sarthe	Vienne
Pyrénées-Atlantique		Vendée	

CENTRE-RHÔNE-ALPES

Rhône-Alpes	Auvergne	Centre	Limousin
Ain	Allier	Cher	Corrèze
Ardèche	Cantal	Eure-et-Loir	Haute-Vienne
Drôme	Haute-Loire	Indre	
Haute-Savoie	Puy-de-Dôme	Indre-et-Loire	
Isère		Loiret	
Loire		Loir-et-Cher	
Rhône			
Savoie			

ZONE EST

Alsace	Champagne-Ardenne	Franche-Comté	Lorraine	Bourgogne
Bas-Rhin	Ardennes	Doubs	Meurthe-et-Moselle	Côte-d'Or
Haut-Rhin	Aube	Haute-Saône	Meuse	Nièvre
	Marne	Jura	Moselle	Saône-et-Loire
	Haute-Marne	Territoire de Belfort	Vosges	Yonne

ZONE SUD-OUTRE-MER

PACA	Corse	Languedoc-Roussillon	Midi-Pyrénées	Outre-Mer
Alpes-de-Haute-Provence	Corse-du-sud	Aude	Ariège	
Alpes-Maritimes	Haute-Corse	Gard	Aveyron	
Bouches-du-Rhône		Hérault	Gers	
Hautes-Alpes		Lozère	Hautes-Pyrénées	
Var		Pyrénées-Orientales	Haute-Garonne	
Vaucluse		Tarn	Lot	
		Tarn-et-Garonne		

ZONE ILE-DE-FRANCE

Essonne	Paris	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne
Hauts-de-Seine	Seine-et-Marne	Val-d'Oise	Yvelines

ANNEXE 3 LA DÉFINITION DES STADES DE DÉVELOPPEMENT

- **Amorçage**
Financement destiné à une entreprise avant sa création.
- **Création**
L'entreprise peut être en phase de création ou au tout début de son activité. Elle n'a pas commercialisé son produit. Le financement est destiné au développement du produit.
- **Post-création**
L'entreprise a déjà achevé le développement d'un produit et a besoin de capitaux pour en démarrer la fabrication et la commercialisation. Elle ne génère encore aucun profit.
- **Développement**
L'entreprise a atteint son seuil de rentabilité et dégage des profits. Les fonds seront employés pour augmenter ses capacités de production et sa force de vente, développer de nouveaux produits, financer des acquisitions et/ou accroître son fonds de roulement.
Ont par ailleurs été inclus sous cet intitulé, les financements relais ainsi que les opérations destinées à des redressements d'entreprises.
- **Transmission/succession**
Cette catégorie inclut les différents types de buy-outs (Leverage / Management "buy-out" ou Leverage/Management "buy-in") ainsi que les rachats d'entreprises par les salariés. Les capitaux sont destinés à permettre l'acquisition par la direction existante, ou par une nouvelle équipe, et par leurs investisseurs, d'une société déjà établie. Ce peut être également un financement visant à créer une société holding afin d'acquérir une ou plusieurs entreprises existantes, notamment dans le cadre de successions.
Ont par ailleurs été inclus sous cet intitulé, les achats d'actions cotées.
- **Rachats de positions minoritaires**
Rachats d'actions détenues par des actionnaires familiaux minoritaires ou par d'autres opérateurs en Capital Investissement.

ANNEXE 4 LES SECTEURS D'ACTIVITÉ DE L'ÉTUDE

- **Télécommunications**

- **Hardware**

- Équipements de communication vocale et de données, équipements pour communication par câble, par satellite et cellulaire (hors opérateurs de télécommunication).

- **Opérateurs**

- Opérateurs de télécommunications (câble-cellulaire-satellite).

- **Communications (autre)**

- Diffusion télévisée et radiophonique.
Sociétés de médias. Édition.

- **Technologie Internet**

- Navigateurs, portails, moteurs de recherche et autres technologies liées.
Conseil et design de sites.
Fournisseurs d'accès de services Internet.

- **Informatique**

- **Hardware**

- Gros systèmes, portables, assistants personnels, matériel portatif, scanners, équipements de reconnaissance, synthèse vocale.

- **Services**

- Traitements de données, maintenance, consultants et formation en technologie de l'information.

- **Software**

- Applications, systèmes d'exploitation et logiciels systèmes pour tout type de matériel, intégration de systèmes, développement de logiciels.

- **Électronique**

- **Semi-conducteurs**

- Semi-conducteurs, composants électroniques (ex : circuits intégrés, transistors), équipements de fabrication de semi-conducteurs..

- **Électronique-autres**

- Piles et batteries, systèmes d'alimentation.
Fibres optiques.
Instruments d'analyse et scientifiques.

- **Automatismes industriels**

- Robotique.
Équipements de mesure industrielle.
Équipements de contrôle.
Systèmes de vision.
Outils pour le contrôle numérique et informatique.

- **Transports**

- Avion, train, bus, aéroports et autres services de transports.
Courrier et expédition.

- **Services financiers**
Banques, assurances.
Immobilier.
Sociétés de bourse/Courtiers.
- **Services (autres)**
Services d'Ingénierie.
Relations publiques et publicité.
Distributeurs.
Importateurs et vente en gros.
Consultants (hors conseil en technologie de l'information).
- **Médical**
Santé
Établissements sanitaires.
Gestion hospitalière, soins aux handicapés et fournitures sanitaires de base.
Instruments/matériels
Produits et services de diagnostic et thérapeutiques de pointe.
Produits pharmaceutiques
Développement de médicaments, production et fourniture.
- **Biotechnologie**
Biotechnologie animale-végétale.
Biotechnologie industrielle (ex : dérivés de produits chimiques).
Équipements de recherche et de production liés à la biotechnologie.
- **Agriculture**
Pêche, élevage, culture.
Exploitation forestière.
- **Énergie**
Exploration et production de pétrole et de gaz.
Services et équipements d'extraction et de forage. Activités liées au charbon ou à la conservation de l'énergie. Énergie de substitution.
- **Indépendant**
Société ou fonds de Capital Investissement indépendant dont les capitaux proviennent de plusieurs sources et dans lequel aucun actionnaire n'est majoritaire.
- **Captif**
Organisme spécialisé dans le Capital Investissement, filiale ou département d'une banque, d'un établissement financier, d'une compagnie d'assurance ou d'une société industrielle. La majorité, sinon la totalité de ses capitaux provient de la maison-mère.
- **Semi-captif**
Filiale d'une banque, d'un établissement financier, d'une compagnie d'assurance ou d'une société industrielle, qui opère comme un indépendant et qui lève des capitaux importants auprès d'investisseurs externes.
- **Secteur public**
Organisme spécialisé dans le Capital Investissement dont les capitaux proviennent en totalité ou en partie, directement ou indirectement, d'organismes publics.
- **Biens et services industriels**
Équipements et machines industriels.
Pollution et recyclage.
Services industriels.
- **Biens de consommation**
Distribution/Détail
Vente aux détails de biens et services de consommation, y compris les biens et services liés aux loisirs.
Autres
Fabricants et fournisseurs de biens de consommation.
- **Produits manufacturés (autres)**
Produits et services aux entreprises.
Fournitures de bureaux.
Produits et systèmes d'emballage.
Imprimerie et reliure, pâte à papier et papier.
Textiles.
Fournisseurs de matériels et tuyauteries.
- **Construction/BTP**
Entreprise de construction.
Fabricants de matériaux de construction.
Fabricants de préfabriqués et second œuvre.
- **Autres**
Extraction minière.
Services publics.
Conglomérats.
- **Chimie & matériaux**
Produits chimiques pour l'agriculture.
Produits chimiques courants.
Produits chimiques/matériaux spécialisés ou de haute performance.
Enduits et adhésifs.
Membranes et produits à base de membrane.

ANNEXE 5 LES TYPES D'INVESTISSEURS

ANNEXE 6 LES DONNÉES CHIFFRÉES

1. Répartition des investissements entre investissements nouveaux et investissements ultérieurs

Données détaillées 2005

TYPE D'INVESTISSEMENT	MONTANT (K€)	%	NOMBRE D'INVESTISSEMENTS		NOMBRE D'ENTREPRISES	
				%		%
Investissements nouveaux	6 855 807	85 %	1 363	66 %	890	71 %
Investissements ultérieurs	1 216 424	15 %	709	34 %	363	29 %
Total	8 072 231	100 %	2 072	100 %	1 253	100 %

Historique des montants investis (en M€)

TYPE D'INVESTISSEMENT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Investissements nouveaux	523	596	978	871	1 951	3 638	2 125	4 918	3 062	3 849	6 856
Investissements ultérieurs	228	280	281	917	865	1 666	1 162	933	581	1 340	1 216
Total	751	876	1 259	1 788	2 816	5 304	3 287	5 851	3 643	5 189	8 072

Historique du nombre d'investissements

TYPE D'INVESTISSEMENT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Investissements nouveaux	610	925	952	973	1 628	1 614	760	671	796	1 020	1 363
Investissements ultérieurs	534	766	599	571	917	1 380	1 166	1 107	953	792	709
Total	1 144	1 691	1 551	1 544	2 545	2 994	1 926	1 778	1 749	1 812	2 072

2. Répartition des investissements par type de financement

Données détaillées 2003-2005 (en M€)

TYPE D'INVESTISSEMENT	2003	%	2004	%	2005	%
Fonds propres	2 653 851	73 %	4 168 947	80 %	5 784 056	72 %
Quasi fonds propres	676 062	19 %	750 500	14 %	1 733 551	21 %
Mezzanine	140 600	4 %	150 553	3 %	463 474	6 %
Dettes non garanties	134 823	4 %	84 410	2 %	81 963	1 %
Dettes garanties	37 252	1 %	34 808	1 %	9 187	0 %
Total	3 642 588	100 %	5 189 218	100 %	8 072 231	100 %

3. Répartition des investissements par type d'investisseur

Données détaillées 2005

RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS PAR TYPE D'INVESTISSEUR	MONTANT (K€)	%	NOMBRE D'INVESTISSEMENTS	%	NOMBRE D'ENTREPRISES	%
Indépendants	5 120 127	63 %	875	42 %	562	45 %
Captifs	1 281 740	16 %	674	33 %	397	32 %
Semi-captifs	1 133 259	14 %	479	23 %	267	21 %
Secteur public	537 105	7 %	44	2 %	27	2 %
Total investissements	8 072 231	100 %	2 072	100 %	1 253	100 %

Historique des montants investis (en M€)

TYPE D'INVESTISSEUR	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Indépendants	316	311	658	672	1 709	2 162	1 382	3 251	2 576	2 585	5 120
Captifs	188	320	399	870	227	676	531	641	744	2 054	1 282
Semi-captifs	228	233	194	246	865	2 363	1 334	1 887	291	531	1 133
Secteur public	19	11	8	0	15	103	40	72	32	19	537
Total	751	876	1 259	1 788	2 816	5 304	3 287	5 851	3 643	5 189	8 072

Historique du nombre d'investissements

TYPE D'INVESTISSEUR	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Indépendants	401	718	542	704	1 427	1 150	948	711	782	809	875
Captifs	239	560	419	519	217	534	450	387	673	628	674
Semi-captifs	393	333	530	321	830	895	366	570	247	318	479
Secteur public	111	80	60	0	71	414	162	110	47	57	44
Total	1 144	1 691	1 551	1 544	2 545	2 994	1 926	1 778	1 749	1 812	2 072

4. Répartition des investissements par stade de développement

Données détaillées 2005

STADE DE DÉVELOPPEMENT	MONTANT (K€)	%	NOMBRE D'INV.	%	NOMBRE D'ENTREPRISES	%	TAILLE MOYENNE D'INV. (K€)
Amorçage	45 064	1 %	77	4 %	48	4 %	585
Création & Post-création	436 187	5 %	567	27 %	305	24 %	769
Développement	954 148	12 %	730	35 %	425	34 %	1 307
Rachat de parts/Remplacement	273 116	3 %	153	7 %	104	8 %	1 785
Transmission/Succession	6 287 235	78 %	479	23 %	319	25 %	13 125
Autre	76 482	1 %	66	4 %	52	4 %	1 158
Total	8 072 231	100 %	2 072	100 %	1 253	100 %	3 896

Historique des montants investis (en M€)

STADE DE DÉVELOPPEMENT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Amorçage	2	2	1	3	52	70	30	50	25	31	45
Création/Post-création ⁽¹⁾	80	148	166	257	467	1 085	531	443	307	365	436
Développement	258	358	382	587	1 071	1 884	720	755	785	695	954
Transmission/Succession	253	257	613	821	1 073	2 020	1 936	4 493	2 015	3 688	6 287
Rachat position minoritaire	158	111	96	120	153	245	70	110	375	166	273
Autres ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0	0	0	136	244	77
Total	751	876	1 259	1 788	2 816	5 304	3 287	5 851	3 643	5 189	8 072

(1) : A partir de l'année 2000, les postes Création et Post-création ont été regroupés en une seule rubrique
(2) : A partir de l'année 2003, la rubrique Autres a été ajouté

Historique du nombre d'investissements

STADE DE DÉVELOPPEMENT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Amorçage	14	7	10	15	60	147	71	108	48	53	77
Création/Post-création ⁽¹⁾	336	600	516	419	801	1 187	713	709	580	608	567
Développement	469	615	559	549	958	1 141	782	594	602	598	730
Transmission/Succession	151	132	181	370	457	359	292	282	290	357	479
Rachat position minoritaire	174	337	285	191	270	159	68	85	127	82	153
Autres ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0	0	0	103	114	66
Total	1 144	1 691	1 551	1 544	2 545	2 994	1 926	1 778	1 749	1 812	2 072

(1) : A partir de l'année 2000, les postes Création et Post-création ont été regroupés en une seule rubrique
(2) : A partir de l'année 2003, la rubrique Autres a été ajouté

5. Répartition des investissements par syndication

Données détaillées 2005

TYPE DE SYNDICATION	MONTANT (K€)	%	NOMBRE D'INVESTISSEMENTS		NOMBRE D'ENTREPRISES	
				%		%
Opérations non syndiquées	3 339 015	41 %	848	41 %	645	51 %
Syndications nationales	3 148 281	39 %	969	47 %	481	39 %
Syndications transnationales	1 584 935	20 %	255	12 %	127	10 %
Total investissements	8 072 231	100 %	2 072	100 %	1 253	100 %

Historique des montants investis (en M€)

TYPE DE SYNDICATION	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Opérations non syndiquées	363	409	615	1 321	1 260	2 942	1 884	1 051	1 570	3 279	3 339
Syndications nationales	301	386	509	297	1 208	1 682	952	1 221	1 235	1 135	3 148
Syndications transnationales	86	82	135	170	348	680	451	3 579	838	775	1 585
Total	751	876	1 259	1 788	2 816	5 304	3 287	5 851	3 643	5 189	8 072

Historique du nombre d'investissements

TYPE DE SYNDICATION	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Opérations non syndiquées	357	660	1 102	1 051	1 131	1 920	1 157	1 054	906	908	848
Syndications nationales	586	848	363	390	1 079	812	635	468	648	562	969
Syndications transnationales	201	183	86	103	335	263	134	256	195	342	255
Total	1 144	1 691	1 551	1 544	2 545	2 994	1 926	1 778	1 749	1 812	2 072

6. Répartition des investissements par secteur d'activité de l'entreprise cible

Données détaillées 2005

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE CIBLE		MONTANT (M€)	%	NOMBRE D'INV.	%
Informatique	Hardware	14	0 %	26	1 %
	Logiciels	210	3 %	328	16 %
	Semi-conducteurs	19	0 %	26	1 %
	Services	305	4 %	67	3 %
	Technologies Internet	99	1 %	52	2 %
Chimie & Industrie	Automatismes industriels	23	0 %	20	1 %
	Biens et services industriels	1 477	18 %	204	10 %
	Chimie & Matériaux	319	4 %	32	2 %
	Electronique	118	1 %	111	5 %
Biens de Consommation	Biens de consommation	666	8 %	112	5 %
	Distribution/Détail	862	11 %	154	7 %
Médical & Biotech	Biotechnologie	205	3 %	167	8 %
	Instruments/Matériel	86	1 %	64	3 %
	Produits Pharmaceutiques	93	1 %	52	3 %
	Santé	198	2 %	36	2 %
Télécoms	Télécommunication : Hardware	47	1 %	52	2 %
	Télécommunication : Opérateurs	772	10 %	46	2 %
	Communication (autres)	106	1 %	54	3 %
Services & Transports	Services (autres)	1 024	13 %	136	7 %
	Services financiers	183	2 %	33	2 %
	Transports	121	1 %	14	1 %
Autres secteurs	Agriculture	81	1 %	31	1 %
	Energie	175	2 %	38	2 %
	Construction/BTP	458	6 %	48	2 %
	Produits manufacturés (autres)	89	1 %	68	3 %
	Autres	322	4 %	102	5 %
Total		8 072	100 %	2 072	100 %

Historique des montants investis (en M€)

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE CIBLE	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Informatique	78	74	79	148	249	740	285	308	283	404	647
Chimie & Industrie	178	218	221	264	608	1 415	928	2 210	907	693	1 937
Biens de consommation	244	198	224	386	341	907	601	920	513	1 520	1 528
Médical & Biotech	58	70	73	201	155	305	280	414	434	376	582
Télécoms	10	57	60	98	731	944	454	809	564	463	925
Services & transports	87	167	498	205	327	462	209	799	577	1 292	1 328
Autres secteurs	95	91	104	486	405	531	530	390	365	441	1 125
Total	751	876	1 259	1 788	2 816	5 304	3 287	5 851	3 643	5 189	8 072

Historique du nombre d'investissements

SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE CIBLE	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Informatique	182	267	229	245	395	567	376	473	503	503	499
Chimie & Industrie	276	408	375	306	493	483	385	297	291	314	367
Biens de consommation	229	319	277	321	328	383	220	241	231	210	265
Médical & Biotech	147	229	188	140	167	255	215	250	227	286	319
Télécoms	36	39	67	91	443	690	370	245	145	129	152
Services & transports	116	235	239	197	299	271	159	177	197	191	183
Autres secteurs	158	194	176	244	420	345	201	95	156	179	287
Total	1 144	1 691	1 551	1 544	2 545	2 994	1 926	1 778	1 749	1 812	2 072

7. Répartition géographique des investissements

Historique des montants investis (en M€)

ZONES GÉOGRAPHIQUES D'INVESTISSEMENT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
France	702	772	1 173	1 187	2 249	4 691	2 879	5 666	3 089	4 631	6 127
Autres pays européens	45	70	35	329	375	377	317	119	495	495	1 888
Reste du monde	4	34	51	272	192	236	91	66	59	63	57
Total	751	876	1 259	1 788	2 816	5 304	3 287	5 851	3 643	5 189	8 072

Historique du nombre d'investissements

ZONES GÉOGRAPHIQUES D'INVESTISSEMENT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
France	1 021	1 505	1 411	1 380	2 308	2 625	1 749	1 608	1 567	1 625	1 826
Autres pays européens	96	67	66	67	112	181	77	71	102	117	167
Reste du monde	27	119	74	97	125	188	100	99	80	70	79
Total	1 144	1 691	1 551	1 544	2 545	2 994	1 926	1 778	1 749	1 812	2 072

Historique des montants investis (en M€)

RÉGIONS D'INVESTISSEMENT EN FRANCE	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Ile-de-France	343	347	681	686	1 151	2 784	1 731	2 352	1 987	3 417	4 008
Centre-Rhône-Alpes	160	155	133	123	292	504	541	2 478	296	368	556
Nord	58	45	75	57	160	137	130	187	114	117	255
Est	16	80	47	160	147	179	82	105	136	212	161
Ouest	82	99	168	118	360	604	264	309	319	318	808
Sud-Outre-mer	43	46	69	43	139	483	129	235	239	200	340
Total	702	772	1 173	1 187	2 249	4 691	2 879	5 666	3 089	4 631	6 127

Historique du nombre d'investissements

RÉGIONS D'INVESTISSEMENT EN FRANCE	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Ile-de-France	419	569	438	521	787	1 114	872	764	781	740	828
Centre-Rhône-Alpes	189	282	211	162	278	355	263	287	232	264	281
Nord	67	108	145	184	200	190	77	82	71	75	100
Est	47	146	98	194	267	206	104	92	70	87	98
Ouest	168	237	295	150	416	417	250	169	208	223	266
Sud-Outre-mer	131	163	224	169	360	343	183	214	205	236	253
Total	1 021	1 505	1 411	1 380	2 308	2 625	1 749	1 608	1 567	1 625	1 826

Données détaillées par régions d'investissement en France

LES REGIONS D'INVESTISSEMENT EN FRANCE	MONTANT (K€)	%	NOMBRE D'INV.	%	NOMBRE D'ENTREPRISES	%
Ile-de-France	4 007 706	65,4 %	828	45,3 %	465	42,7 %
Centre-Rhône-Alpes	555 762	9,1 %	281	15,4 %	190	17,5 %
Auvergne	37 873	0,6 %	27	1,5 %	18	1,7 %
Limousin	19 086	0,3 %	15	0,8 %	6	0,6 %
Rhône-Alpes	400 159	6,5 %	197	10,8 %	135	12,4 %
Centre	98 644	1,6 %	42	2,3 %	31	2,8 %
Nord	254 812	4,2 %	100	5,5 %	68	6,3 %
Nord	177 462	2,9 %	54	3,0 %	38	3,5 %
Picardie	10 173	0,2 %	7	0,4 %	6	0,6 %
Haute-Normandie	25 084	0,4 %	16	0,9 %	13	1,2 %
Basse-Normandie	42 093	0,7 %	23	1,3 %	11	1,0 %
Est	160 693	2,6 %	98	5,4 %	63	5,8 %
Bourgogne	33 161	0,5 %	14	0,7 %	10	0,9 %
Champagne-Ardenne	33 877	0,6 %	28	1,5 %	20	1,9 %
Franche-Comté	7 865	0,1 %	5	0,3 %	3	0,3 %
Alsace	45 198	0,7 %	23	1,3 %	12	1,1 %
Lorraine	40 592	0,7 %	28	1,5 %	18	1,7 %
Ouest	807 896	13,2 %	266	14,6 %	151	13,9 %
Pays de Loire	401 106	6,5 %	86	4,7 %	51	4,7 %
Poitou-Charente	31 967	0,5 %	21	1,1 %	17	1,6 %
Bretagne	306 854	5,0 %	108	5,9 %	52	4,8 %
Aquitaine	67 969	1,1 %	52	2,9 %	30	2,8 %
Sud-Outre-Mer	339 888	5,5 %	253	13,8 %	151	13,9 %
Midi-Pyrénées	92 506	1,5 %	94	5,1 %	49	4,5 %
Languedoc-Roussillon	57 804	0,9 %	28	1,5 %	18	1,6 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	189 578	3,1 %	130	7,1 %	83	7,6 %
Total Investissements en France	6 126 756	100 %	1 826	100 %	1 088	100 %

8. Répartition des investissements en fonction du chiffre d'affaires et du nombre d'employés de l'entreprise cible

Données détaillées 2003-2005
Répartition des investissements en fonction du chiffre d'affaires en M€

CHIFFRE D'AFFAIRES DE LA CIBLE (M€)	2003		2004		2005	
	MONTANT (K€)	NBRE	MONTANT (K€)	NBRE	MONTANT (K€)	NBRE
0 - 5	468 635	879	606 749	909	989 410	1 048
5 - 10	133 667	219	157 128	227	196 019	215
10 - 20	154 452	163	166 373	149	297 449	190
20 - 30	147 917	102	221 721	108	579 132	132
30 - 50	267 077	95	328 867	147	584 662	148
50 - 100	493 521	119	556 761	121	984 718	131
100 - 200	312 520	53	366 838	72	828 638	92
200 et +	1 664 799	119	2 784 782	79	3 612 202	116
Total	3 642 588	1 749	5 189 219	1 812	8 072 231	2 072

Historique des montants investis (en M€)

NOMBRE D'EMPLOYÉS DE LA CIBLE	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
de 0 à 19 salariés	33	119	60	260	411	744	433	340	290	410	834
De 20 à 99 salariés	190	176	181	403	827	1 594	943	779	548	664	1 158
De 100 à 199 salariés	121	125	133	241	334	607	275	311	384	362	750
De 200 à 499 salariés	118	134	154	476	344	1 238	532	705	824	982	1 074
de 500 à 999 salariés	56	171	149	280	192	114	254	298	606	425	537
de 1 000 à 4 999 salariés	205	87	583	100	708	868	656	1 836	640	1 182	2 554
5 000 et +	28	29	0	28	0	139	193	1 375	351	1 164	1 165
Non détaillé	0	36	0	0	0	0	0	207	0	0	0
Total	751	876	1 259	1 788	2 816	5 304	3 287	5 851	3 643	5 189	8 072

Historique du nombre d'investissements

NOMBRE D'EMPLOYÉS DE LA CIBLE	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
de 0 à 19 salariés	227	314	371	405	974	1 222	610	453	561	560	750
De 20 à 99 salariés	424	411	539	596	838	972	891	713	661	711	708
De 100 à 199 salariés	169	160	210	192	337	378	152	131	193	165	175
De 200 à 499 salariés	155	162	234	157	213	243	129	123	151	211	200
de 500 à 999 salariés	68	84	96	129	82	64	90	53	66	77	99
de 1 000 à 4 999 salariés	94	51	101	56	101	108	46	66	69	72	116
5 000 et +	7	4	0	10	0	7	8	19	48	16	23
Non détaillé	0	505	0	0	0	0	0	220	0	0	0
Total	1 144	1 691	1 551	1 544	2 545	2 994	1 926	1 778	1 749	1 812	2 072

9. Répartition des désinvestissements par type

Données détaillées 2005

TYPE DE SORTIE	COÛT		NOMBRE DE		NOMBRE	
	HISTORIQUE (EN K€)	%	CESSIONS	%	D'ENTREPRISES	%
Cession industrielle	858 613	20 %	274	20 %	175	18 %
Introduction en bourse et cessions de titres	419 117	10 %	159	12 %	106	11 %
Remboursement du principal du prêt	743 242	17 %	278	21 %	192	20 %
Cession à un autre fonds	1 226 206	29%	153	11%	107	11%
Cession à des institutions financières	83 386	2 %	44	3 %	30	3 %
Cession au management	501 594	12 %	227	17 %	175	18 %
Réduction de capital	268 006	6 %	32	2 %	23	2 %
Autre	106 271	2 %	111	8 %	92	10 %
Total	4 206 434	99 %	1 278	95%	900	94 %
Comptabilisation en pertes	46 963	1 %	68	5 %	60	6 %
Total	4 253 397	100 %	1 346	100 %	960	100 %

Historique des montants (au coût historique) en M€

TYPE DE SORTIE	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Introductions en bourse et cessions d'actions cotées	221	328	391	259	290	245	97	548	419
Cessions industrielles	666	1 408	1 390	411	932	933	206	846	859
Cessions à un autre fonds ⁽¹⁾	-	-	-	104	80	205	831	402	1 226
Autres	154	180	538	216	250	492	954	1 289	1 702
Sous-Total	1 041	1 916	2 319	990	1 552	1 875	2 088	3 085	4 206
Pertes totales	140	39	64	63	162	357	70	54	47
Total	1 181	1 956	2 383	1 053	1 714	2 232	2 158	3 139	4 253

Historique du nombre de sorties

TYPE DE SORTIE	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Introductions en bourse et cessions d'actions cotées	101	347	361	291	201	114	90	118	159
Cessions industrielles	414	259	448	456	547	240	129	227	274
Cessions à un autre fonds ⁽¹⁾	-	-	-	76	55	48	58	93	153
Autres	292	630	593	411	373	369	567	566	692
Sous-Total	807	1 236	1 402	1 234	1 176	771	844	1 004	1 278
Pertes totales	227	138	167	164	136	155	53	67	68
Total	1 034	1 374	1 569	1 398	1 312	926	897	1 071	1 346

(1) Données introduites en 2000. Les années antérieures ne sont pas disponibles.

10. Capitaux levés par type d'intervenant

Données détaillées 2005

TYPE D'INTERVENANT	MONTANT (K€)	%
Indépendants et semi-captifs	9 593 064	79 %
Captifs	2 360 918	19 %
Total capitaux levés	11 953 982	98 %
Dividendes, plus-values et intérêts perçus	252 880	2 %
Total capitaux levés	12 206 862	100 %
Capitaux remboursés aux investisseurs	182 731	1 %

Historique des montants levés (en M€)

TYPE D'INTERVENANT	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Investisseurs industriels	22	28	181	429	196	792	255	179	142	79	689
Personnes privées	7	43	12	135	191	297	617	483	479	502	1 438
Organismes d'Etat	15	21	8	51	118	110	205	269	53	18	394
Banques	231	426	379	1 067	1 072	2 375	2 201	1 141	441	729	2 912
Caisses de retraite	82	58	29	494	395	1 038	353	350	182	235	2 672
Compagnies d'assurance	102	109	37	427	632	541	577	623	258	252	2 152
Universités	0	13	0	0	9	28	0	14	0	10	113
Marché financier ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	78	0	23	21	1	0
Structure de fonds de fonds ⁽²⁾	-	-	-	-	193	588	521	670	226	306	1 141
Autres	76	16	10	0	454	266	364	461	557	109	443
Total capitaux levés	535	715	656	2 603	3 260	6 113	5 093	4 213	2 359	2 241	11 954

(1) Cette catégorie a été introduite en 2000. Il n'y a pas de données disponibles pour les années antérieures.

(2) Cette catégorie a été introduite en 1999. Il n'y a pas de données disponibles pour les années antérieures.

11. Capitaux levés par origine géographique

Historique des montants levés (en M€)

ORIGINES GÉOGRAPHIQUES	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
France	411	535	500	1 268	2 278	3 834	3 316	1 710	1 620	1 737	5 929
Autres pays européens	47	39	37	809	530	1 074	949	1 310	572	338	2 708
Reste du monde	75	141	119	526	452	1 205	828	1 193	167	166	3 317
Total	535	715	656	2 603	3 260	6 113	5 093	4 213	2 359	2 241	11 954

12. Intentions d'allocation des capitaux disponibles

Données détaillées 2005

INTENTION D'ALLOCATION	2003 (M€)	%	2004 (M€)	%	2005 (M€)	%
Création/Post-création	466	18 %	365	15 %	1 198	10 %
Développement	494	19 %	771	31 %	1 811	15 %
Transmission/Succession	1 448	55 %	1 113	45 %	8 037	66 %
Autres	200	8 %	220	9 %	1 161	9 %
Total	2 608	100 %	2 469	100 %	12 207	100 %

Historique des capitaux disponibles (en M€)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Capitaux levés	535	715	656	2 603	3 260	6 113	5 093	4 213	2 359	2 241	11 954
Plus-values et revenus de portefeuille disponibles pour réinvestissement	N/A	N/A	431	1 232	1 018	1 367	398	586	250	228	253
Total	535	715	1 087	3 835	4 278	7 480	5 491	4 799	2 609	2 469	12 207



ANNEXE 7 LES MEMBRES DE L'AFIC

1. Membres actifs 2005 interrogés dans le cadre du Rapport sur l'Activité du Capital Investissement en 2005

123 Venture
 21, Centrale Partners
 3i
 A Plus Finance
 ABN Amro Capital France
 ACE Management
 Acland Capital Investissement
 Acofi Capital Management
 Activa Capital
 ADC (Alliance Développement Conseil)
 Advent International
 AGF Private Equity
 Alliance Entreprendre
 Aloe Private Equity
 Alpha Associés Conseil
 Alven Capital
 Angel Invest
 Apax Partners S.A.
 Argos Soditic France
 Astorg Partners
 Atlas Venture
 AtriA Capital Partenaires
 Aurel Nextstage
 Auriga
 Aurinvest
 Auxitex
 Avenir Entreprises Gestion
 Avenir Finance Gestion
 Avenir Tourisme
 AXA Private Equity
 Banexi Capital Partenaires
 Banexi Ventures Partners
 Barclays Private Equity France
 BBS Finance
 BC Partners
 Bioam Gestion
 BNP Paribas Développement
 BNP Paribas Private Equity
 Bretagne Participations
 Bridgepoint Capital
 BTP Capital Investissement
 Burelle Participations
 Butler Capital Partners
 Cap Décisif
 Capzantine/Atalante
 Carvest
 Cavipar
 CDC Entreprises - FP Gestion
 CDC Entreprises - Services Industrie
 CDC Entreprises Capital
 CDC Entreprises Innovation
 Centre Capital Développement
 Charterhouse Services France
 Chequers Capital
 CIC Banque de Vizille
 CIC Finance
 CIC LBO Partners
 CIC Vizille Capital Innovation
 Ciclad
 Cinven
 Cita Gestion
 City Star Private Equity
 CM - CIC Mezzanine
 CM - CIC Capital Privé
 Coach'Invest
 Cobalt Capital
 Convergent Capital
 Crédit Agricole Private Equity
 Croissance Nord Pas-de-Calais
 CVC Capital Partners France S.A.
 Demeter Partners
 Développement & Partenariat
 Duke Street Capital Ltd
 Edmond de Rothschild Capital Partners
 Edmond de Rothschild Investment Partners
 Elaia Partners
 Electra Partners Europe S.A.
 Emertec Gestion
 Entrepreneur Venture Gestion
 EPF Partners
 Equitis
 Esfin Gestion
 Eurazeo
 Eurefi
 Euromezzanine Conseil
 European Capital Financial Services
 Evolem
 Fin'Active
 Finadvance
 Finama Private Equity
 Financière Saint Merri
 Fonds Partenaires Gestion
 Fortis Private Equity France
 Galia Gestion
 Galileo Partners
 Genopole 1^{er} Jour
 Grand Ouest Gestion
 Grand Sud-Ouest Capital
 Green Recovery
 ICG (Intermediate Capital Group)
 ICSO Gestion
 IDI
 IDI Asset Management
 IDIA
 IDPC (Institut de Développement et de Participation
 au Capital)
 IFE Conseil
 Ile-de-France Développement
 Indigo Capital Conseil
 Industries & Finances Partenaires
 ING Parcom Private Equity
 Initiative & Finance
 Innovacom
 Innoven Partenaires
 Institut Lorrain de Participation
 Investors in Private Equity
 IPO
 IRDI
 Iris Capital
 Isis Développement
 I-Source Gestion
 IXIS Environnement & Infrastructures

Membres actifs 2005
Suite

L Capital Management
L-A Finances
La Financière de Brienne
La Financière Patrimoniale d'Investissement
LBO France Gestion
LC Capital
LMBO
MAAF Gestion
Matignon Investissement et Gestion
MBO Partenaires
Midi Capital
MMA Participations
Natexis Industrie Management
Natexis Investissement
Naxicap Partners
Nextfund Capital
Nord Europe Private Equity
Odyssée Venture
Ofivalmo Capital
Orfimar
Orium S.A.S.
OTC Asset Management
Ouest Croissance
PAI Partners
Paluel-Marmont Capital
Paris Business Angels
Paris Orléans
Partech International
Paul Capital France S.A.
Pechel
Perfectis Private Equity
Permira Conseil S.A.
Pharmavent Partners
Phillimore Investissement
Picardie Investissement
PPM Ventures S.A.
Pragma Capital
REL
Risque et Sérénité
Rothschild & Cie Gestion
Sade
Sagard S.A.S.
Schneider Electric Ventures
Seeft Management
SG AM AI Private Equity

SG Capital Développement
SG Capital Europe Limited
Sigefi Private Equity (Groupe Siparex)
Sigma Gestion
SNVB Participations
Socadif
Sodero Gestion
Sofimac Partners
Sofinnova Partners
SPEF LBO
SPEF Venture
SPTF
Sud Partners
Sudinnova S.A.
Synergie Finance Gestion
TCR Capital
Techfund Capital Europe Management S.A.S.
Tertiaire Développement (AWF Financial Services)
Thales Corporate Ventures
Tolomei Participations
Truffle Venture
Turenne Capital Partenaires
UI Gestion S.A.
Uni Expansion Ouest
Vauban Partenaires
Ventech
Viveris Management
VPSA
Weinberg Capital Partners
Wendel Investissement
Worms Management Services
Xange Private Equity

Membres actifs n'ayant pas répondu aux questionnaires sur l'activité du Capital Investissement en France en 2005 :

Auxitex
Financière Saint Merri
ICG (Intermediate Capital Group)
La Financière Patrimoniale d'Investissement
Orfimar
Risque et Sérénité
Seeft Management
Thales Corporate Ventures

2. Membres associés 2005

ACBS
 Accuracy an Aon Group Company
 ACE European Group
 Aforge Finance
 AG Conseil
 AIFI
 Allen & Overy LLP
 Amyot Juridique & Fiscal
 AON Mergers & Acquisitions Group France / AMAG
 APIA
 Asset Value Management
 Assurance & Capital Partners
 August & Debouzy
 Austin Kellas International
 Ayache, Salama & Associés
 Bain & Company
 Baker & McKenzie
 Banque Palatine
 Bastien Reheis Françoise
 BDO Marque & Gendrot
 BearingPoint France
 Bellot Mullenbach & Associés
 Bernet Castagnet Wantz & Associés
 Bird & Bird - Avocats à la Cour
 Brunswick
 Cabinet Ratheaux
 Cabinet Soulier
 Cabinet Toutté
 Calyon
 Capital Finance
 Carta Diem Private Equity
 Central Cost
 Chemouli, Dauzier & Associés
 Christophe Théron
 Clifford Chance LLP
 Close Brothers
 CMS Bureau Francis Lefebvre
 Conseil Audit & Synthèse
 Constantin Associés
 Corevise
 Crédit Lyonnais
 De Pardieu Brocas Maffei
 Debevoise & Plimpton LLP
 Deloitte Finance
 Denton Wilde Sapte
 Déontologie & Compliance des Marchés Financiers
 DI Finances
 Dirigeants et Investisseurs
 eFront Financial Solutions
 EIM
 Equation
 Ernst & Young - Société d'Avocats
 Ernst & Young Transaction Advisory Services
 Ernst & Young Transaction Support
 ETM - Executive Transition Managers
 Euronext
 EVCA - European Private Equity & Venture Capital
 Association
 Eversheds - Frère Cholmeley
 Exco
 Fidal - Société d'Avocats
 Fidus
 Fime
 Fontenay Managers
 Freshfields Bruckhaus Deringer
 Fried, Frank, Harris, Shriver & Jacobson
 Gatienne Brault et Associés
 Gide Loyrette Nouel
 Ginestié, Magellan Paley-Vincent
 Global Private Equity
 Grant Thornton
 Gras Savoye
 Groupe Eurosearch
 Guide des Sociétés de Capital Investissement
 Hammonds Hausmann
 Hoche Société d'Avocats
 Hoffmann et Baretti
 HSBC France
 INRIA - Transfert
 IXIS Corporate and Investment Bank
 Kaldeus Finance
 Klee Group
 KPMG Audit
 Kroll Talbot Hugues S.A.S.
 L.E.K Consulting
 Lamartine Conseil
 Landwell & Associés
 Latournerie Wolfrom & Associés
 Lefevre Pelletier & Associés
 Linklaters
 LMT Avocats
 Lombard Odier Darier Hentsch & Cie
 Lovells
 Marsh Private Equity And M&A Practice (Groupe MMC)
 Mascré Heguy Associés
 Mayer, Brown, Rowe & Maw - Lambert & Lee
 Mazars & Guérard
 MBV & Associés
 MCR Avocats Associés
 Nixon Peabody LLP
 Nomos
 Orrick Rambaud Martel
 Orsay
 Oséo Anvar
 Oséo Sofaris
 Paris Europlace
 Paul Hastings
 PDGB
 Plantagenet
 PricewaterhouseCoopers Corporate Finance
 PricewaterhouseCoopers Transaction Services
 Prospères
 Reinhart Marville Torre
 Richards Butler
 Sagicap
 Salans
 Sarrau Thomas Couderc
 Schmidt, Gicqueau, Dumas, Mull-Jochem (SGDM)
 Siaci
 Simmons & Simmons - Avocats à la Cour
 SJ Berwin
 Skadden, Arps, Slate, Meagher & Flom LLP
 Société Générale - Global Securities Services
 Sokolow, Carreras & Associés
 Strafi Conseil
 Taj
 Triago
 Tykya
 Valtus Transition
 Veil Jourde
 Verspieren
 Weil, Gotshal & Manges (WG&M)
 White & Case LLP
 Woog Sari Freville
 X-PM Transition Partners

AFIC

Association Française des Investisseurs en Capital

L'AFIC regroupe l'ensemble des professionnels du Capital Investissement en France. Elle accompagne et facilite la croissance rapide du Capital Investissement en France par son action dans les principaux domaines suivants :

- **la mise au point et la diffusion de règles déontologiques** qui encadrent l'exercice du métier ;
- **le dialogue avec les pouvoirs publics**, afin d'améliorer le cadre réglementaire dans lequel s'exerce l'activité ;
- **le recueil, l'analyse et la publication** des statistiques de référence de la profession ;
- **la promotion du Capital Investissement auprès des investisseurs institutionnels français** qui ne consacrent à ce secteur qu'une partie encore faible de leurs ressources en comparaison de ce qui se fait dans d'autres pays européens ou aux Etats-Unis ;
- **la formation des professionnels**, qui a concerné en 2005 plus de 650 personnes.

L'AFIC compte actuellement **228 membres actifs – investisseurs – et 147 membres associés – professionnels des métiers liés au Capital Investissement : avocats, auditeurs, conseils, ...**

Pour toute information complémentaire, vous pouvez utilement consulter notre site :

www.afic.asso.fr

PRICEWATERHOUSECOOPERS

Fort d'un réseau d'environ 3 000 professionnels, **PricewaterhouseCoopers Transaction Services** a pour objectif d'intervenir dans le cadre de transactions « Cross Border » ou nationales, en étroite collaboration avec tous les métiers de PricewaterhouseCoopers, première organisation mondiale de services intellectuels qui regroupe 122 000 personnes dans 144 pays.

PricewaterhouseCoopers Transaction Services développe une approche pluridisciplinaire qui engage le savoir-faire d'experts (spécialistes environnementaux, experts sectoriels, avocats et fiscalistes, ...) tout en tenant compte des spécificités de chaque opération, tout au long du processus transactionnel.

Présent dans 60 pays, le réseau PricewaterhouseCoopers Transaction Services comprend en France **18 associés et plus de 165 professionnels expérimentés** ; il est organisé par lignes de service, garantissant ainsi la qualité de nos prestations :

- **due diligence financière** acheteur et vendeur ;
- **due diligence stratégique et de marché** ;
- **due diligence opérationnelle** et assistance post-acquisition.

PricewaterhouseCoopers Transaction Services est leader sur le marché des LBO en France ainsi sur les transactions transfrontalières les plus significatives, tant auprès des fonds d'investissement que des sociétés industrielles et commerciales.

Pour toute information complémentaire, vous pouvez utilement consulter notre site :

www.pwc.com



Le capital
investissement

Association Française des
**INVESTISSEURS
EN CAPITAL**

23 rue de l'Arcade - 75008 Paris

Tél : 01 47 20 99 09 - Fax : 01 47 20 97 48

Site web : www.afic.asso.fr

E-mail : info@afic.asso.fr